



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 11 FÉVRIER 1928

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11TH FEBRUARY, 1928

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

**C**eux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

#### TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur récep-

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

#### ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L.-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX.

King's Printer.

Government House.

2

## Lettres patentes

## Letters patent

### "Canadian Loan & Mortgage Company, Limited".

### "Canadian Loan & Mortgage Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1927, constituant en corporation: Frank Callaghan, avocat et conseil en loi du roi, John Doherty Kearney, Charles Coderre, tous deux avocats, Frank-Henry Norman, gérant, et Henry-Edward Midgley, comptable, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1927, incorporating: Frank Callaghan, advocate and King's Counsel, John Doherty Kearney, Charles Coderre, both advocates, Frank Henry Norman, manager, and Henry Edward Midgley, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

Acquérir par achat, louage, échange ou autrement, du terrain, des bâtisses, de la propriété immobilière d'aucune tenure ou description, et aucun droit ou intérêt afférent, aucuns droits attachés ou connexes à icelle, et la faire valoir comme on le croira bon, et particulièrement en la disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, structures et commodités de toute espèce, comprenant plus particulièrement des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banque, restaurant, fins industrielles ou autres, aussi en consolidant, en reliant en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie, collecter les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres des rafraîchissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services, accessoires, selon leur profession ou occupation;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings and immoveable property of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including more particularly buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating or connecting or subdividing properties, and by leasing, operating and disposing of the same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business;

Faire les affaires d'une compagnie foncière et, en rapport avec telles affaires, acquérir par achat,

To carry on the business of a land company and in connection therewith to acquire by pur-

bail, échange, octroi, concession ou autrement, détenir et subdiviser, disposer en lots à bâtir, rues, terrains, squares ou autrement améliorer, développer, louer, vendre, céder, échanger, affermer ou autrement aliéner et commercer généralement des terrains et biens fonciers de toutes sortes et espèces, soit vacants, améliorés ou autres, et aussi des droits, titres et intérêts s'y rapportant et aussi des propriétés de toutes sortes et espèces, y compris des propriétés personnelles et mobilières et tous droits et privilèges que la compagnie pourra juger nécessaires pour les fins de son industrie et, sur tels terrains et biens-fonds ou toutes parties d'iceux, faire, ériger, construire, bâtir, exploiter et entretenir des chemins, rues, ruelles, ponts et fabriques, moulins, usines, manufactures et tous autres bâtisses et travaux et améliorations qui peuvent être jugés désirables en rapport avec les fins de la compagnie, y compris la construction dans et sur tels terrains ou toute partie d'iceux de trottoirs, drains, aqueducs, égouts, usines génératrices de lumière et accessoires et toutes autres améliorations de nature à augmenter la valeur des propriétés de la compagnie ou de toute partie d'icelles; faire les affaires d'agents d'immeubles, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, et faire les affaires générales d'une agence d'immeubles, y compris l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges et choses semblables et baux négociables et toutes sortes de contrats se rapportant au commerce d'immeubles;

Faire des avances au moyen de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie et aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, égouts, une ou des usines génératrices de lumière ou autres améliorations jugées susceptibles de rendre plus faciles d'accès les propriétés de la compagnie ou d'augmenter leur valeur;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie des propriétés de la compagnie vendues par la compagnie, ou de toutes sommes de deniers dues à la compagnie par les acheteurs ou avancées par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations; donner une décharge partielle et finale, accorder main-levée d'hypothèque avec ou sans considération;

Faire les opérations de courtiers en assurance et agents généraux pour l'emploi et aussi la vente et l'achat des propriétés foncières et de tous intérêts en icelles, et moyennant rémunération, procurer des placements immobiliers pour toute personne; agir comme agents d'immeubles pour des propriétaires d'immeubles, subdivisions, lots à bâtir, emplacements de ville ou terrains de toutes sortes ou tous intérêts s'y rapportant; assumer et acquérir de toute personne ou corporation toutes agences inclusives ou autrement pour la vente de tels terrains, emplacements et intérêts s'y rapportant et accepter les cessions de contrats ou exécuter tous contrats faits en rapport avec tels terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de maisons et agents de location, et comme industrie connexe, faire les affaires d'agents d'assurance contre le feu;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou

chase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold, subdivide, lay out in building lots, streets, lands, squares and otherwise to improve, develop, rent, sell, convey, exchange, lease and otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of all and every kind and description, whether vacant, improved or otherwise, as also any right, title or interest therein, as also property of any other kind or description, including personal and moveable property, and any rights and privileges that the company may consider necessary for the purposes of its business and in and upon such lands and real estate, or any part thereof, to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges, factories, mills, plants, manufactures and all other buildings and works and improvements that may be considered advisable in connection with the purposes of the company including the construction in and on such lands, or any part thereof of sidewalks, drains, water-mains, sewers, lighting plants and accessories, and all and any other improvements of a nature to enhance the value of the company's property or any part thereof; and to carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges and the like, and negotiable leases and all other forms of contract in respect of real estate;

To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the company's property, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, bridges, sidewalks, water-works, sewers, lighting plant or plants and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company on any money due to the company from purchasers, or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements; give partial and final discharge, grant *main-levée* of hypothec with or without consideration;

To act as insurance brokers and general agents for employment, and also for the sale and purchase of real estate and all interests therein, and for reward to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind, or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency inclusive or otherwise for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any such lands, sites or interest therein, as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents and, as incidental thereto, to carry on the business of fire insurance agents;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or

indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif limité ou illimité, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débetures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compa-

calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any other secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal, of any dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of, or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets

gnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou de l'entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Emprunter toutes sommes d'argent dont la compagnie pourra avoir besoin sur son propre crédit et comme garantie, émettre des bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes et tels prix qui seront jugés convenables ou encore hypothéquer, émettre ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers possédés en aucun temps par ladite compagnie, sous le nom de "Canadian Loan & Mortgage Company, Limited";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en trente mille actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent d'une valeur de cent piastres chacune. Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cent soixante mille piastres.

Les dites mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent de la compagnie donneront droit et seront sujettes aux préférences, priorités, restrictions et conditions suivantes, à savoir:

1. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices nets de la compagnie disponibles pour le paiement de dividendes, lorsque et de la manière que ces dividendes seront déclarés par le bureau de direction, des dividendes cumulatifs au taux de sept pour cent par année et pas davantage, sur le montant dans le temps versé sur les dites actions, ces dividendes devant courir et être cumulatifs à compter de la date de l'émission de telles actions et payables en versements trimestriels et il ne sera déclaré, payé ou mis de côté aucun dividende sur les autres actions de la compagnie, à moins que et avant que tous les dividendes courus et accumulés sur les dites actions privilégiées aient été payés ou déclarés et mis de côté;

2. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, sauf lorsque telle assemblée est convoquée ou tenue dans le but d'abroger ou de modifier aucune des préférences, priorités, privilèges et conditions attachés aux dites actions privilégiées, la liquidation, la nomination d'un sequestre ou la réorganisation de la compagnie, la cession de ses biens pour le bénéfice des créanciers ou de toute autre manière la liquidation des affaires de la compagnie, ou

to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contract by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To borrow any sum or sums of money as may be needed on the credit of the company and, as security, to issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, and to pledge or sell the same for such sums or for such prices as may be deemed expedient or again to hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable properties owned at any time by the said company, under the name of "Canadian Loan & Mortgage Company, Limited";

The capital stock of the company is divided into thirty thousand shares of common stock without nominal or par value and into one thousand seven per cent cumulative preferred shares of a value of one hundred dollars each. The amount with which the company will commence its operations will be one hundred sixty thousand dollars.

The said one thousand shares of seven per cent cumulative preference stock of the company shall carry and be subject to the following preferences, priorities, restrictions and conditions:

1. The holders of the said preference shares be entitled to receive, out of the net profits of the company available for dividends, when and as declared by the board of directors, cumulative dividends at the rate of seven (7%) per cent per annum and no more, on the amount for the time being paid up thereon, such dividends to accrue and to be cumulative from and after the date of issue of such shares, payable in quarterly instalments, and no dividends shall be declared, paid or set apart upon any other shares of the company unless and until all accrued and accumulated dividends upon the said preference shares shall have been paid or declared and set apart;

2. The holders of the said preference shares shall not be entitled to vote at any meeting of the shareholders of the company, except when convened or held for the purpose of repealing or modifying any of the preferences, priorities, privileges and conditions attached to the said preference shares, winding up, appointing a receiver, reconstructing the company, making an assignment for the benefit of creditors or otherwise liquidating the affairs of the company, or for considering any proposition to sell or lease the

pour prendre en considération toute proposition de vendre ou d'affermier l'entreprise de la compagnie, et dans aucun et la totalité de ces cas, les porteurs des dites actions privilégiées seront sur le même pied quant au droit de vote que les porteurs des actions ordinaires de la compagnie;

3. Dans le cas de liquidation, faillite, ventilation ou dissolution de la compagnie, les porteurs des dites actions privilégiées dans le temps en cours auront droit de recevoir, à même l'actif (soit le capital ou les surplus) de la compagnie, avant qu'il soit fait aucun paiement au porteur de toutes autres actions de la compagnie, et la valeur au pair de leurs actions respectives et un montant qui devra être égal aux dividendes accumulés et non payés sur icelles;

4. La compagnie aura le droit et le pouvoir en aucun temps de racheter ou d'acheter, pour les annuler, aucune des actions privilégiées en cours de la compagnie qui pourront être offertes en vente au prix et aux conditions que les directeurs jugeront à propos;

5. La compagnie aura aussi le droit et le pouvoir, en aucun temps, d'amortir ou de racheter pour les annuler la totalité ou toute partie des actions privilégiées de la compagnie en cours, sans le consentement de leurs porteurs, sur pré-avis de soixante jours, par la poste ou par publication ou des deux manières, aux porteurs d'icelles enregistrés, donné de la manière qui sera prescrite par résolution du bureau de direction et sur versement, à même l'actif ou le capital de la compagnie, de la somme de cent cinq piastres pour chaque action et les dividendes accumulés;

6. Si en aucun temps un nombre moindre que la totalité des actions privilégiées alors en cours est racheté, les actions privilégiées seront, à la discrétion du bureau de direction, rachetées au sort ou proportionnellement, de la manière prescrite par résolution du bureau de direction;

7. La totalité ou aucune des préférences, priorités, privilèges et conditions attachés aux actions privilégiées peuvent être modifiés, élargés, abrogés, affectés, ou autrement variés par un règlement, ou des règlements de la compagnie, mais aucun de ces règlements n'aura force et effet, à moins d'être approuvé et ratifié par les votes des porteurs d'au moins les trois-quarts en valeur de toutes les actions privilégiées émises et en cours de la compagnie, représentés en personne ou par procuration à toute assemblée spécialement convoquée dans le but de prendre tel règlement en considération, et sanctionné par lettres patentes supplémentaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
559 ALEXANDRE DESMEULES.

**"Clad Company, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1927, constituant en corporation: Claude-Sartoris Richardson, avocat, Francis-George Bush, gérant, et Alexander-Gordon Yeoman, clerc, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et enregistrer et détenir, soit comme propriétaire absolu ou soit comme garantie collatérale ou autrement, et

undertaking of the company, in any and all of which cases the holders of the said preference shares shall have equal voting rights with the holders of the ordinary shares;

3. In the event of the liquidation, bankruptcy, winding up or dissolution of the company, the holders of preference shares then outstanding shall be entitled to receive out of the assets (whether capital or surplus) of the company, before any payment shall be made to the holders of any other stock of the company, both the par value of their respective shares and the amount which shall be equal to the dividends accumulated and unpaid thereon;

4. The company shall have the right and power at any time to redeem or buy in for cancellation any of the outstanding preference shares of the company, which may be offered for sale at such price and under such terms and conditions as the directors may see fit;

5. The company shall also have the right and power at any time to redeem or buy in for cancellation the whole or any of the outstanding preference shares of the company without the consent of the holders thereof, upon sixty days' notice by mail or by publication or by both, to the registered holders thereof, given in such manner as may be prescribed by resolution of the board of directors, and upon re-payment, out of the assets or capital of the company, of the sum of one hundred and five (\$105.00) dollars per share and accumulated dividends;

6. If at any time less than the whole of the preference shares outstanding shall be called for redemption, they shall, at the discretion of the board of directors, be redeemed by lot or pro rata or such manner as may be prescribed by resolution of the board of directors;

7. All or any of the preferences, priorities, privileges and conditions attached to the preference shares may be modified, commuted, abrogated, affected or otherwise dealt with by by-law or by-laws of the company, but no such by-law or by-laws shall have any force or effect unless same have been approved and ratified by the vote of at least three-fourths in value of the issued and outstanding preference shares of the company, represented in person or by proxy at a meeting specially called for the purpose of considering the same and sanctioned by supplementary letters patent.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,  
560 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Clad Company, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1927, incorporating: Claude Sartoris Richardson, advocate, Francis George Bush, manager, and Alexander Gordon Yeoman, law clerk, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, register and hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to offer for

offrir au public pour souscription, vendre, garantir la vente, et céder, transporter ou autrement disposer ou mettre en valeur ou faire le commerce d'obligations, débetures, actions-débetures, stocks, actions et autres valeurs, traites, récépissés d'entrepôts, billets, ventes conditionnelles, contrats, comptes recevables, et toutes sortes d'effets de commerce et preuves de dettes de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciales, industrielles ou autres, ou individus ou associations, et durant la possession ou détention de toutes actions, titres ou valeurs, tel qu'il est dit plus haut, exercer directement ou par l'entremise d'un ou plusieurs agents, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter en personne ou par procuration pour tous tels titres, actions ou valeurs jouissant de droit de vote et le pouvoir d'agir comme agents, gérants, directeurs ou administrateurs de toute telle compagnie ou corporation; et acheter, prendre à bail ou en échange et autrement acquérir comme propriétaires ou agents des biens réels ou personnels, mobiliers et immobiliers de toute espèce ou nature quelconque et en n'importe quel endroit et les vendre, améliorer, administrer, développer, louer, en disposer, les mettre en valeur et autrement les négocier;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations, engagements et entreprises de toute compagnie, société, association ou personne exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie et les payer en argent ou en actions entièrement libérées ou autres valeurs de cette compagnie, ou partie en argent et partie en actions libérées et autres valeurs;

Payer tous les frais, charges et dépenses contractés ou encourus en rapport avec la formation et l'établissement de la compagnie, ou que cette compagnie pourra considérer comme étant préliminaires;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou les bénéfices nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, suivant que résolu, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Exercer toute autre industrie que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie, ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et obligations ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer,

public subscription, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or turn to account and generally deal in bonds, debentures, debenture stock, stock, shares and other securities, trade acceptances, warehouse receipts, notes, conditional sales contracts, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidences of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association and, while the owner or holder of any shares, stocks, or securities as aforesaid, to exercise directly or through an agent or agents, all of the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote in person or by proxy on any such stock or shares or other securities carrying voting rights, and the power of acting as agent, manager, director or administrator of any such company or corporation, and to purchase, take on lease or in exchange and otherwise acquire as owners or agents, property, real and personal, movable and immovable, of every kind and nature whatsoever and wheresoever situate, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with the same;

To purchase or otherwise acquire and undertake all of any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations, liabilities and undertaking of any company, society, partnership or person carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in cash or in fully paid shares or other securities of this company, or partly in cash and partly in fully paid shares or securities;

To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained in connection with the promotion and establishment of the company, or which the company shall consider to be preliminary;

To distribute in specie, or otherwise as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies Act, as may be resolved, any assets of the company amongst its shareholders and in particular any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any part of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed

ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

\* Louer, vendre la totalité ou aucune partie de l'industrie, de la propriété ou des entreprises de la compagnie ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Clad Company, Limited";

Le capital-actions de la compagnie est de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions classe "A" d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune et huit cents (800) actions classe "B" d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune;

Les dites actions classe "A" et classe "B" porteront et seront sujettes respectivement aux pré-

of property suitable for the purposes of the company;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To raise, and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Clad Company, Limited".

The capital stock of the company shall be ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) Class "A" shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each, and eight hundred (800) class "B" shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each.

The said class "A" and class "B" shares respectively shall carry and be subject to the following

férences, priorités, restrictions et conditions qui suivent, à savoir:

1. Des dividendes sur le capital-actions de la compagnie, lorsque gagnés, pourront à la discrétion des directeurs, être déclarés à toute assemblée régulière ou spéciale du bureau de direction, et tout profit que les directeurs pourront déterminer de distribuer entre les actionnaires de la compagnie, comme dividendes ou autrement, seront divisés pour les trois-quarts de tels bénéfices, proportionnellement aux porteurs des actions de la classe "A" et pour un quart de tels bénéfices, aux porteurs des actions de la classe "B";

2. Les directeurs pourront, avant la déclaration de tous dividendes, mettre de côté à même les bénéfices nets de la compagnie, les sommes qu'ils jugeront à propos pour créer un fonds de réserve pour rencontrer les dépenses contingentes ou pour égaliser les dividendes ou payer les dividendes spéciaux ou pour la réparation, l'amélioration et l'entretien d'aucune des propriétés de la compagnie, ou pour toute autre fin que les directeurs à leur seule discrétion pourront juger favoriser les intérêts de la compagnie, et ils pourront placer les diverses sommes ainsi mises de côté dans les placements qu'ils jugeront à propos, et ils pourront de temps à autre attribuer et varier tels placements et en disposer en tout ou en partie, pour le bénéfice de la compagnie, et ils pourront diviser le fonds de réserve en fonds de réserve spéciaux, suivant qu'ils le jugent à propos, et avec pleins pouvoirs d'employer l'actif constituant le fonds de réserve dans le commerce de la compagnie, sans être obligés de le tenir séparé des autres actifs;

3. Lors de toute vente, ventilation, faillite, dissolution, liquidation ou distribution de l'actif de la compagnie, y compris les fonds de réserve disponibles pour distribution, l'actif de la compagnie sera divisé pour un cinquième proportionnellement aux porteurs des actions de la classe "A" et pour les quatre-cinquièmes proportionnellement aux porteurs de la classe "B";

4. A toutes assemblées des actionnaires de la compagnie, chaque actionnaire aura droit à un vote pour chaque action qu'il détient;

5. Toutes les actions du capital-actions de la compagnie pourront être émises, réparties ou autrement attribuées par résolution des directeurs aux termes et conditions que les directeurs jugeront recommandables, pourvu cependant que les préférences, priorités, restrictions et conditions attachées aux dites actions des classes "A" et "B" ou à l'une ou l'autre des dites classes ne soient pas annulées, modifiées, abrogées ou autrement changées en aucune manière quelconque, sauf et excepté de la manière prévue ci-après;

6. La totalité ou aucune des préférences, priorités, restrictions et conditions attachées à chacune des classes d'actions susdites pourront être modifiées, commuées, affectées, abrogées ou changées par un ou plusieurs règlements de la compagnie, mais nul de ces règlements n'aura force ou effet, avant que et à moins qu'il ne soit approuvé par écrit, par les porteurs des trois quarts en valeur des actions émises de telle classe et ratifié par lettres patentes supplémentaires;

7. Le capital de la compagnie pourra être augmenté de temps à autre, conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, mais nulle action du capital ainsi augmenté ne sera donnée des préférences, privilèges ou priorités dans la distribution des bénéfices ou de l'actif, supérieurs à ceux des actions des classes "A" et "B" sans le consentement préalable, par écrit, des porteurs des trois quarts

preferences, priorities, restrictions and conditions, that is to say:

1. Dividends on the capital stock of the company, when earned, may, in the discretion of the directors, be declared at any regular or special meeting of the Board of Directors, and any profits which it may be determined by the Directors to distribute amongst the shareholders of the company, by way of dividends or otherwise, shall be divided three fourths of such profits for distribution pro rata to the holders of the class "A" shares and one fourth of such profits for distribution pro rata to the holders of the class "B" shares;

2. The directors may, before declaring any dividend, set aside out of the net profits or surplus of the company such sums as they may think proper as a reserve fund to meet contingencies, or for equalizing dividends, or for special dividends, or for repairing, improving and maintaining any of the properties of the company, and for such other purposes as the Directors shall, in their absolute discretion, think conducive to the interests of the company, and may invest the several sums so set aside in such investments as they may think fit, and from time to time may deal with and vary such investments and dispose of all or any part thereof for the benefit of the company, and may divide the reserve fund into such special funds as they think fit, and with full power to employ the assets constituting the reserve fund in the business of the company, and without being bound to keep the same separate from other assets;

3. Upon a sale, winding up, bankruptcy, dissolution, liquidation or distribution of the assets of the company, including any and all reserve funds available for distribution, the assets of the company shall be divided one fifth thereof for distribution pro rata to the holders of the class "A" shares and four fifths thereof for distribution pro rata to the holders of the class "B" shares;

4. At all meetings of shareholders of the company, every shareholder shall be entitled to one vote for each share that held by him;

5. All shares of the company's capital stock may be issued, allotted and otherwise dealt with by a resolution of the directors, on such terms and conditions as the directors may deem advisable, provided, however, that the preferences, priorities, restrictions and conditions attached to the said class "A" and class "B" shares or either of them, shall not be cancelled, altered, repealed or otherwise dealt with in any manner whatsoever, save and except as hereinafter provided;

6. All or any of the preferences, priorities, restrictions and conditions attached to each of the above classes of shares may be modified, commuted, affected, abrogated or dealt with by a by-law or by-laws of the company, but no such by-law shall have any force or effect unless and until the same has been approved in writing by the holders of three-fourths in value of the issued shares of that class, and confirmed by Supplementary Letters Patent;

7. The capital of the company may be increased from time to time in accordance with the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, but no share of such increased capital shall be given any preference, privilege or priority in the distribution of the profits or assets over the class "A" and or class "B" shares without the previous consent in writing of the holders of three-fourths in value of the issued shares of one

en valeur des actions émises de l'une ou des deux classes d'actions ainsi affectées, suivant le cas;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi, et il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débetures.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

561 ALEXANDRE DESMEULES.

**"Montreal Construction Corporation".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1927, constituant en corporation: Frank Callaghan, avocat et conseil en loi du roi, John Doherty Kearney, Charles Coderre, avocats, Frank-Henry Norman, gérant, et Henry-Edward Midgley, comptable, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage, échange ou autrement, du terrain, des bâtisses, de la propriété immobilière d'aucune tenure ou description, et aucun droit ou intérêt afférent, aucuns droits attachés ou connexes à icelle, et la faire valoir comme on le croira bon, et particulièrement en la disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, structures et commodités de toute espèce, comprenant plus particulièrement des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banque, restaurant, fins industrielles ou autres, aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie, collecter les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres des rafraichissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, établis, ainsi que d'autres avantages, services, accessoires, selon leur profession ou occupation;

or both classes of shares so affected, as the case may be;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors and or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is hereby further ordained and declared that the number of shareholders of the company shall be limited to twenty (2), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ, and that any appeal to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,

562 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Montreal Construction Corporation".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1927, incorporating: Frank Callaghan, advocate and King's Counsel, John Doherty Kearney, Charles Coderre, advocates, Frank Henry Norman, manager, and Henry Edward Midgley, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings and immovables property of any tenure or description and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including more particularly buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating or connecting or subdividing properties, and by leasing, operating and disposing of the same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business;

Faire les affaires d'une compagnie foncière et, en rapport avec telles affaires, acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, détenir et subdiviser, disposer en lots à bâtir, rues, terrains, squares ou autrement améliorer, développer, louer, vendre, céder, échanger, affermer ou autrement aliéner et commercer généralement des terrains et biens fonciers de toutes sortes et espèces, soit vacants, améliorés ou autres, et aussi des droits, titres et intérêts s'y rapportant et aussi des propriétés de toutes sortes et espèces, y compris des propriétés personnelles et mobilières et tous droits et privilèges que la compagnie pourra juger nécessaires pour les fins de son industrie et, sur tels terrains et biens-fonds ou toutes parties d'iceux, faire, ériger, construire, bâtir, exploiter et entretenir des chemins, rues, ruelles, ponts et fabriques, moulins, usines, manufactures et tous autres bâties et travaux et améliorations qui peuvent être jugés désirables en rapport avec les fins de la compagnie, y compris la construction, dans et sur tels terrains ou toute partie d'iceux, de trottoirs, drains, aqueducs, égouts, usines génératrices de lumière et accessoires et toutes autres améliorations de nature à augmenter la valeur des propriétés de la compagnie ou de toute partie d'icelles; faire les affaires d'agents d'immeubles, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs, et constructeurs, et faire les affaires générales d'une agence d'immeubles, y compris l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges et choses semblables et baux négociables et toutes sortes de contrats se rapportant au commerce d'immeubles;

Faire des avances au moyen de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie et aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, égouts, une ou des usines génératrices de lumière ou autres améliorations jugées susceptibles de rendre plus faciles d'accès les propriétés de la compagnie ou d'augmenter leur valeur;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie des propriétés de la compagnie vendues par la compagnie, ou de toutes sommes de deniers dues à la compagnie par les acheteurs ou avancées par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations; donner une décharge partielle et finale, accorder main-levée d'hypothèque avec ou sans considération;

Faire les opérations de courtiers en assurance et agents généraux pour l'emploi et aussi la vente et l'achat des propriétés foncières et de tous intérêts en icelles, et moyennant rémunération, procurer des placements immobiliers pour toute personne; agir comme agents d'immeubles pour des propriétaires d'immeubles, subdivisions, lots à bâtir, emplacement de ville ou terrains de toutes sortes ou tous intérêts s'y rapportant; assumer et acquérir de toute personne ou corporation toutes agences inclusives ou autrement pour la vente de tels terrains, emplacements et intérêts s'y rapportant et accepter les cessions de contrats ou exécuter tous contrats faits en rapport avec tels terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de maisons et agents de location, et comme industrie connexe, faire les affaires d'agents d'assurance contre le feu;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible

To carry on the business of a land company and in connection therewith to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold, subdivide, lay out in building lots, streets, lands, squares and otherwise to improve, develop, rent, sell, convey, exchange, lease and otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of all and every kind and description, whether vacant, improved or otherwise, as also any right, title or interest therein, as also property of any other kind or description, including personal and moveable property, and any rights and privileges that the company may consider necessary for the purposes of its business and in and upon such lands and real estate, or any part thereof, to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges, factories, mills, plants, manufactories and all other buildings and works and improvements that may be considered advisable in connection with the purposes of the company, including the construction in and on such lands, or any part thereof, of sidewalks, drains, water-mains, sewers, lighting plants and accessories, and all and any other improvements of a nature to enhance the value of the company's property or any part thereof; and on carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges and the like, and negotiable leases and all other forms of contract in respect of real estate;

To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the company's property and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, bridges, sidewalks, water-works, sewers, lighting plant or plants and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements; give partial and final discharge and grant *main-levée* of hypothec with or without consideration;

To act as insurance brokers and general agents for employment, and also for the sale and purchase of real estate and all interests therein, and for reward to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind, or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency, inclusive or otherwise, for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any such lands, sites or interest therein, as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents and, as incidental thereto, to carry on the business of fire insurance agents;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem

d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif limité ou illimité, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débetures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les

to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any other secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal, of any dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards

mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou de l'entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Emprunter toutes sommes d'argent dont la compagnie pourra avoir besoin sur son propre crédit et, comme garantie, émettre des bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes et tels prix qui seront jugés convenables ou encore hypothéquer, émettre ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers possédés en aucun temps par ladite compagnie, sous le nom de "Montreal Construction Corporation";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent d'une valeur de cent piastres chacune. Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille piastres;

Les dites mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent de la compagnie donneront droit et seront sujettes aux préférences, priorités, restrictions et conditions suivantes, à savoir:

1. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices nets de la compagnie disponibles pour le paiement de dividendes, lorsque et de la manière que ces dividendes seront déclarés par le bureau de direction, des dividendes cumulatifs au taux de sept pour cent par année et pas davantage, sur le montant dans le temps versé sur les dites actions, ces dividendes devant courir et être cumulatifs à compter de la date de l'émission de telles actions et payables en versements trimestriels et il ne sera déclaré, payé, ou mis de côté aucun dividende sur les autres actions de la compagnie, à moins que et avant que tous les dividendes courus et accumulés sur les dites actions privilégiées aient été payés ou déclarés et mis de côté;

2. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, sauf lorsque telle assemblée est convoquée ou tenue dans le but d'abroger ou de modifier aucune des préférences, priorités, privilèges et conditions attachés aux dites actions privilégiées, la liquidation, la nomination d'un sequestre ou la réorganisation de la compagnie, la cession de ses biens pour le bénéfice des créanciers ou de toute

carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To borrow any sum or sums of moneys as may be needed on the credit of the company and, as security, to issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, and to pledge or sell the same for such sums or for such prices as may be deemed expedient or again to hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable properties owned at any time by the said company, under the name of "Montreal Construction Corporation".

The capital stock of the company is divided into two thousand shares of common stock without nominal or par value and into one thousand seven per cent cumulative preferred shares of a value of one hundred dollars each. The amount with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars;

The said one thousand shares of seven per cent cumulative preference stock of the company shall carry and be subject to the following preferences, priorities, restrictions and conditions:

1. The holders of the said preference shares be entitled to receive, out of the net profits of the company available for dividends, when and as declared by the board of directors, cumulative dividends at the rate of seven (7%) per cent per annum and no more, on the amount for the time being paid up thereon, such dividends to accrue and to be cumulative from and after the date of issue of such shares, payable in quarterly instalments, and no dividends shall be declared, paid or set apart upon any other shares of the company unless and until all accrued and accumulated dividends upon the said preference shares shall have been paid or declared and set apart;

2. The holders of the said preference shares shall not be entitled to vote at any meeting of the shareholders of the company, except when convened or held for the purpose of repealing or modifying any of the preferences, priorities, privileges and conditions attached to the said preference shares, winding up, appointing a receiver, reconstructing the company, making an assignment for the benefit of creditors or otherwise liquidating the affairs of the company,

autre manière la liquidation des affaires de la compagnie, ou pour prendre en considération toute proposition de vendre ou d'affirmer l'entreprise de la compagnie, et dans aucun de la totalité de ces cas, les porteurs des dites actions privilégiées seront sur le même pied quant au droit de vote que les porteurs des actions ordinaires de la compagnie;

3. Dans le cas de liquidation, faillite, ventilation ou dissolution de la compagnie, les porteurs des dites actions privilégiées dans le temps en cours auront droit de recevoir, à même l'actif (soit le capital ou les surplus) de la compagnie, avant qu'il soit fait aucun paiement au porteur de toutes autres actions de la compagnie, et la valeur au pair de leurs actions respectives et un montant qui devra être égal aux dividendes accumulés et non payés sur icelles;

4. La compagnie aura le droit et le pouvoir en aucun temps de racheter ou d'acheter, pour les annuler, aucune des actions privilégiées en cours de la compagnie qui pourront être offertes en vente, au prix et aux conditions que les directeurs jugeront à propos;

5. La compagnie aura le droit et le pouvoir en aucun temps d'amortir ou de racheter, pour les annuler, la totalité ou toute partie des actions privilégiées de la compagnie en cours, sans le consentement de leurs porteurs, sur pré-avis de soixante jours, par la poste ou par publication ou des deux manières, aux porteurs d'icelles enregistrés, donné de la manière qui sera prescrite par résolution du bureau de direction, et sur versement, à même l'actif ou le capital de la compagnie, de la somme de cent cinq piastres pour chaque action et les dividendes accumulés;

6. Si en aucun temps un nombre moindre que la totalité des actions privilégiées alors en cours est racheté, les actions privilégiées seront, à la discrétion du bureau de direction, rachetées au sort ou proportionnellement, de la manière prescrite par résolution du bureau de direction;

7. La totalité ou aucune des préférences, priorités, privilèges et conditions attachés aux actions privilégiées peuvent être modifiés, changés, abrogés, affectés, ou autrement variés par un règlement, ou des règlements de la compagnie, mais aucun de ces règlements n'aura force et effet, à moins d'être approuvé et ratifié par les votes des porteurs d'au moins les trois-quarts en valeur de toutes les actions privilégiées émises et en cours de la compagnie, représentés en personne ou par procurator à toute assemblée spécialement convoquée dans le but de prendre tel règlement en considération, et sanctionné par lettres patentes supplémentaires;

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
563 ALEXANDRE DESMEULES.

or for considering any proposition to sell or lease the undertaking of the company, in any and all of which cases the holders of the said preference shares shall have equal voting rights with the holders of the ordinary shares;

3. In the event of the liquidation, bankruptcy, winding up or dissolution of the company, the holders of preference shares then outstanding shall be entitled to receive, out of the assets (whether capital or surplus) of the company before any payment shall be made to the holders of any other stock of the company, both the par value of their respective shares and the amount which shall be equal to the dividends accumulated and unpaid thereon;

4. The company shall have the right and power at any time to redeem or buy in for cancellation any of the outstanding preference shares of the company, which may be offered for sale at such price and under terms and conditions as the directors may see fit;

5. The company shall also have the right and power at any time to redeem or buy in for cancellation the whole or any of the outstanding preference shares of the company without the consent of the holders thereof, upon sixty days' notice by mail or by publication or by both, to the registered holders thereof, given in such manner as may be prescribed by resolution of the board of directors, and upon re-payment out of the assets or capital of the company of the sum of one hundred and five (\$105.00) dollars per share and accumulated dividends;

6. If at any time less than the whole of the preference shares outstanding shall be called for redemption, they shall, at the discretion of the board of directors, be redeemed by lot or pro rata or such manner as may be prescribed by resolution of the board of directors;

7. All or any of the preferences, priorities, privileges and conditions attached to the preference shares may be modified, commuted, abrogated, affected or otherwise dealt with by by-law or by-laws of the company, but no such by-law or by-laws shall have any force or effect unless same have been approved and ratified by the vote of at least three-fourths in value of the issued and outstanding preference shares of the company, represented in person or by proxy, at a meeting specially called for the purpose of considering the same and sanctioned by supplementary letters patent;

The head office of the company, will be at Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,  
564 Acting Assistant Provincial Secretary.

## Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le Comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi: 1. Définissant le territoire régi par les dits commissaires de façon à y inclure la partie du lit de la rivière Saint-Maurice qui traverse ce

## Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Grand'Mère, in the County of Champlain, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act: 1. Defining the territory under the control of said Commissioners so that the part of the bed of the river St. Maurice which is situate across said

territoire: 2. Fixant à cinq millions de dollars l'évaluation des biens-fonds possédés par la "Laurentide Power Company, Limited", dans les limites du territoire régi par les dits commissaires.

Québec, 24 janvier 1928.

Les procureurs des Requérants,  
455-4-4 DESILETS & ASSELIN.

Avis est, par les présentes, donné que l'Hôpital Français de Montréal, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, afin de refondre la loi organique de l'hôpital et que des amendements soient faits à sa charte c'est-à-dire la loi 10 George V, chapitre 136, telle qu'amendée par la loi 14, George V, chapitre 120, de manière à changer son nom en celui de "Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc", et de manière à modifier sa constitution, à mieux définir ses pouvoirs et à lui en accorder d'additionnels.

Montréal, 13 janvier, 1928.

Le procureur,  
281-3-4 PIERRE LEDIEU.

Avis est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi constituant en corporation l'association "Chiropractic Association of the Province of Quebec", aux fins de permettre à ses membres de pratiquer la chiropraxie, de fonder un collège pour l'enseignement de la chiropraxie, de décréter des règlements concernant l'administration de l'association, l'examen pour l'admission à l'étude et à la pratique de la chiropraxie et pour la discipline de ses membres, l'émission de diplômes et généralement pour toutes choses en rapport avec la pratique de la chiropraxie.

Montréal, le 16 janvier 1928.

Le procureur des requérants,  
285-3-4 JOHN-G. AHERN.

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi tendant à modifier la charte de la Cité de Montréal, demande sera faite à la législature d'adopter un amendement tendant à ce que le coût de la construction, de la réfection et du pavage du Chemin-de-la-Côte-des-Neiges reste à la charge de la cité de Montréal, et pour d'autres fins.

Montréal, 18 janvier 1928.

Les avocats des pétitionnaires,  
DESSAULLES, GARNEAU, DESY & HEBERT.  
329-3-4

Avis public est donné que la Compagnie de Téléphone Bell du Canada (The Bell Telephone Company of Canada) s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation" dans le but de fournir des pensions, rentes viagères et autres allocations aux employés de La Compagnie de Téléphone Bell du Canada, pour nommer des administrateurs des fonds de cette corporation, pour pourvoir au placement de ses valeurs, et pour d'autres fins.

Montréal, 18 janvier 1928.

Les avocats de la pétitionnaire,  
DESSAULLES, GARNEAU, DESY & HEBERT.  
331-3-4

territory be included in said territory; 2. Fixing at five million dollars the valuation of the immoveable property owned by Laurentide Power Company, Limited, within the territory under the control of the said Commissioners.

Quebec, January 24th., 1928.

DESILETS & ASSELIN,  
456-4-4 Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that "L'Hôpital Français" of Montreal, a legally constituted corporation, having its principal place of business in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, to revise its act of incorporation, and so that amendments be made to its charter, that is the Act 10 George V, chapter 136, such as amended by the Act 14 George V, chapter 120, in such manner as to change its name to that of "Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc" and to modify its act of incorporation, in order to better define and grant it additional powers.

Montreal, January 13, 1928.

PIERRE LEDIEU,  
282-3-4 Attorney.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session, for the passing of an Act incorporating the Chiropractic Association of the Province of Quebec, for the purpose of allowing the members thereof to practise chiropractic, to establish a College for the teaching of chiropractic to enact By-laws respecting the administration of the Association, the examination for the admission to the study and practise of chiropractic and the discipline of its members, the granting of diplomas and generally for all matters in connection with the practise of chiropractic.

Montreal, January 16th., 1928.

JOHN G. AHERN,  
286-3-4 Attorney for Applicants.

Public notice is hereby given that when the city of Montreal applies to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter, application will be made to have an amendment inserted by which the cost of the construction, paving, repairs and maintenance of Cote des Neiges Road will be borne solely by the City of Montreal, and for other purposes.

Montreal, 18th January, 1928.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY & HEBERT,  
330-3-4 Attorneys for Applicants.

Public notice is hereby given that (La Compagnie de Téléphone Bell du Canada) The Bell Telephone Company of Canada will apply to the Legislature of Quebec, at its present session for the passing of an Act incorporating The Bell Telephone Pension Fund Corporation for the purpose of providing pensions, annuities or other grants for the employees of the Bell Telephone Company of Canada, appointing trustees to administer the funds of such Corporation, providing for the investment of such funds, and for other purposes.

Montreal, 18th January, 1928.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY & HEBERT,  
Attorneys for Applicant.  
332-3-4

Avis est donné au public qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi pour amender le Statut de Québec, 15 George V, chapitre 45, section 16, sous-section 7, et augmenter les dispositions du dit Statut et pour d'autres fins.

Montréal, le 18 janvier 1928.

Le procureur de la requérante,  
335-3-4 ALPHONSE DECARY.

Avis est, par les présentes, donné que MM. J.-L. Fortin, marchand, C.-R. Whitehead, président Wayagama P. & P. Co., Ltd, président Wabasso Cotton Co., Ltd, R.-F. Grant, président, Harbour Commission et gérant-résident Canadian International Paper Company, C.-W. Walker, Mill Gérant Canadian International Paper Company, John-T. Tebbutt, président de Tebbutt Leather Co., J.-A. Trudel, N. P., W.-J. Langston, gérant Canada Iron Foundries, Ltd, François Lajoie, avocat, J.-B. Loranger, échevin, J.-A. Tessier, président de la Commission des Eaux Courantes de Québec, Frank-I. Ritchie, gérant Wayagama P. & P. Co., Ltd, W. G. E. Aird, gérant Wabasso Cotton Co., Ltd, L.-P. Mercier, N. P., A.-I. Gravel, échevin, J.-N. Godin, épicier en gros, A.-M. Creighton, asst. trés. St. Lawrence Paper Mills Ltd., Norman Labelle, marchand de fer, Dr. L.-P. Normand, M. D., Ad. Provencher, avocat et protonotaire, tous contribuables de la cité des Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de la Province, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières, aux fins suivantes:

1. Attribuer quatre sièges connus sous les noms : sièges Nos 1, 2, 3 et 4 à quatre des échevins élus par les électeurs propriétaires, deux sièges connus sous les sièges Nos 5 et 6, à deux des échevins élus par les électeurs propriétaires et les électeurs locataires: le maire devant être élu par les électeurs propriétaires et les électeurs locataires;

2. Changer le mode de préparation des listes pour les électeurs municipaux et décréter les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales, aux charges ainsi que leurs qualifications;

3. Modifier la durée de la charge du maire et des échevins, et fixer la date des prochaines élections ainsi que des élections subséquentes;

4. En abolir la pénalité existant actuellement et pourvoir aux moyens d'assurer le paiement des taxes;

5. Modifier le système de taxation;

6. Séparer les affaires municipales des affaires scolaires et abroger à cette fin les dispositions de la charte, qui dérogent à la loi générale en ce qui concerne la commission scolaire;

7. Diverses autres matières se rapportant à la bonne administration de la cité.

Trois-Rivières, ce 30 janvier, 1928.

Les procureurs des requérants,  
527-5-4 PHILIPPE BIGUE & D.-L.-S. DURAND.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, lors de sa présente session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Taxe sur abattoirs; réglementation des automobiles; terrains faisant l'encoignure de deux rues; droit de vote aux femmes séparées de biens; réglementation des édifices publics, théâtres,

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an Act amending the Statute of Quebec, 15 George V, chapter 45, Section 16, Sub-section 7, and extending the provisions thereof and for other purposes.

Montreal, 18th January, 1928.

336-3-4 ALPHONSE DECARY,  
Solicitor for applicant.

Notice is hereby given that Messrs J. L. Fortin, merchant, C. R. Whitehead, president Wayagama P. & P. Co., Ltd, president Wabasso Cotton Co., Ltd., R. F. Grant, president Harbour Commission and Residing Manager Canadian International Paper Company, C. W. Walker, Mill Manager Canadian International Paper Company, John T. Tebbutt, president the Tebbutt Leather Co., J. A. Trudel, N. P., W. J. Langston, Manager Canada Iron Foundries, Ltd., François Lajoie, advocate, J. B. Loranger, Alderman, J. A. Tessier, president of the Quebec Water-Course Commission, Frank I. Ritchie, Manager Wayagama P. & P. Co., Ltd, W. G. E. Aird, Manager Wabasso Cotton Co., Ltd., L. P. Mercier, N. P., A. I. Gravel, alderman, J. N. Godin, wholesale grocer, A. M. Creighton, Asst-Treas. St-Lawrence Paper Mills, Ltd., Norman Labelle, Iron merchant, Dr. L. P. Normand, M. D., Ad. Provencher, advocate and Prothonotary, all ratepayers of the city of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province, at its next session, for the passing of an act amending the charter of the city of Trois-Rivières, for the following purposes:

1. To assign four seats known under the name of seats Nos. 1, 2, 3 and 4 to four of the aldermen elected by the electors who are proprietors, two seats known under seats Nos. 5 and 6 to two of the aldermen elected by the electors who are proprietors and the electors who are tenants; the mayor to be elected by the electors who are proprietors and the electors who are tenants;

2. To change the mode of preparation of the lists for the municipal electors and determine persons capable or incapable for holding municipal office, for holding office and their qualifications;

3. To modify the duration of the office of mayor and aldermen and fix the date of the next elections and also subsequent elections;

4. To abolish the penalty actually existing therefor and provide the means to ensure the payment of taxes;

5. To modify the system of taxation;

6. To separate municipal affairs from school affairs and repeal for such purpose the provisions of the charter which derogates from the general act in so far as regards the school commission;

7. Various other matters connected with the proper administration of the city.

Trois-Rivières, January 30, 1928.

528-5-4 PHILIPPE BIGUE & D. L. S. DURAND,  
Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different Acts amending the same, on the following matters:

Tax on abattoirs; regulation of automobiles; lots forming the corner of two streets; enfranchisement of women separate as to property; regulation of public buildings, theatres, etc.;

etc.; subdivisions de terrains; taxe d'affaires sur clubs, auberges, hôtels, etc.; pavage des ruelles; requête *re* expropriations; fusionnement de rôles d'expropriation; rôles d'expropriation, avenue Notre-Dame-de-Grâces, rues Iberville et Chapleau, rue Gilford, avenue Mont-Royal et boulevard Saint-Joseph; indemnité à payer aux propriétaires *re* expropriations; paiement du coût des expropriations et des travaux publics en quarante ans; greffier de la Cour du Recorder; construction d'un immeuble pour la Cour des jeunes délinquants; répartition, coût du lot No 1163, quartier Saint-Antoine; remboursement du coût de certains travaux au Séminaire de Saint-Sulpice et rôles à ce sujet; lignes de tramway souterraines; circulation des voitures, exemption de taxes; taxes; inspection des carrières, laiteries et ateliers de pasteurisation; dépenses de la Commission des Incendies; assainissement de la rivière Saint-Pierre; pouvoirs de la Commission des services électriques de Montréal; emprunts; établissement, agrandissement, etc. de marchés, achat et aménagement de terrains de jeu, achat et établissement de parcs, reconstruction des ponts Viau et Lachapelle, construction de ponts et tunnels, expropriation ou acquisition à l'amiable *re* descente du pont de Montréal; resubdivisions de lots, rue Sherbrooke et boulevard Saint-Joseph; établissement de postes de stationnement pour automobiles, construction d'égouts collecteurs et auxiliaires, établissement d'incinérateurs, construction de postes de police et de pompiers, établissement d'un système de téléphone de la police et d'un système d'avertisseurs d'incendie, améliorations à l'île Sainte-Hélène, amélioration des abords du pont de Montréal, dépenses de service de protection contre l'incendie des effets, marchandises, etc. (*salvage*); dépenses pour services de la brigade des pompiers en dehors de Montréal; rapports du comité Exécutif; terme d'office du maire et des échevins, et leurs indemnités.

Le greffier de la cité,

J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du greffier de la cité,  
Hôtel de ville,

Montréal, 2 février, 1928.

547—5-4

subdivisions of lots; business tax on clubs, taverns, hotels, etc.; paving of lanes; petition *re* expropriations; amalgamation of expropriation rolls; expropriation rolls, Notre Dame de Grâces Avenue, Iberville and Chapleau Streets, Gilford Street, Mount-Royal Avenue and Saint Joseph Boulevard; indemnity to be paid to proprietors *re* expropriations; payment of the cost of expropriations and public works by instalments spread over a period of 40 years; Clerk of the Recorder's Court; erection of a building for the Juvenile Delinquents Court; apportionment of the cost of lot No. 1163, Saint Antoine Ward; refund of the cost of certain works to the Seminary of Saint Sulpice and rolls in this connection; underground tramway lines; vehicular traffic; exemption from taxation; taxes; inspection of quarries, dairies and pasteurization plants; expenses of the Fire Commission; improvement of the sanitary condition of the Saint Peter River; powers of the Montreal Electrical Commission; loans; establishment, enlargement, etc. of markets, purchase and equipment of playgrounds, purchase and establishment of parks, reconstruction of Viau and Lachapelle bridges, construction of bridges and tunnels, expropriation or acquisition by mutual agreement *re* incline leading from the Montreal bridge, resubdivisions of lots, Sherbrooke Street and Saint Joseph Boulevard, establishment of parking stations for automobiles, construction of trunk and auxiliary sewers, establishment of incinerators, erection of police and fire stations, establishment of a police telephone system and fire alarm system, improvements to Sainte Helen's Island, improvements to approaches to Montreal bridge; salvage costs; expenses for services of the fire brigade outside of Montreal; reports of the Executive Committee; term of office of the Mayor and Aldermen, and their indemnity.

J. ETIENNE GAUTHIER,

City Clerk.

City Clerk's office,  
City Hall.

Montreal, 2nd. February, 1928. 548—5-4

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des Commissaires d'Ecoles du même endroit, accordant au Manoir Drummond, Limited, une évaluation fixe de ses immeubles dans la ville pour une période déterminée et pour autres fins.

Drummondville, 1er février 1928.

549—5-4

Pour les requérants,

ALPHONSE DECARY.

Public notice is hereby given that application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act ratifying a by-law of the town of Drummondville and a resolution of the School Commissioners of the same place, granting to Manoir Drummond, Limited, a fixe avaluation of its immoveables in the town for a definite period and for other purposes.

Drummondville, February 1st., 1928.

550—5-4

ALPHONSE DECARY,

Attorney for the petitioners.

Province de Québec, district de Montréal.  
Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "Hebrew Loan Syndicate", de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill privé l'incorporant sous le nom de "Hebrew Loan Syndicate".  
Montréal, le 3 février 1928.

575—6-4

Les procureurs de la requérante,

COHEN & GAMEROFF.

Province of Quebec, district of Montreal.  
Public notice is hereby given that the "Hebrew Loan Syndicate", of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill to incorporate it under the name of the "Hebrew Loan Syndicate".  
Montreal, February 3rd, 1928.

576—6-4

COHEN & GAMEROFF,  
Attorneys for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, lors de l'étude du Bill de la Cité de Montréal, pour amender la charte de la dite Cité de façon à augmenter la pension des anciens recorders et pour autres fins.

Montréal, 6 février 1928.

587-6-4 Le procureur du requérant,  
ALPHONSE DECARY.

Public notice is hereby given that application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, when the Bill concerning the City of Montreal shall come up for study, to amend the charter of the said City so as to increase the pension of the former recorders and for other purposes.

Montreal, February 6th., 1928.

588-6-4 ALPHONSE DECARY,  
Attorney for the petitioner.

## Département de l'Instruction Publique

No 1034-27.

Québec, 3 février 1928.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Théophile-d'Ely, comté de Shefford, les lots Nos 111 à 123 inclusivement; le lot No 126 du 2ème rang du canton d'Ely, et de les annexer à la municipalité scolaire d'Ely-Sud, même comté.

577-6-2

1034-27

Quebec, February 3, 1928.

Application shall be made to detach from the school municipality of Saint Théophile d'Ely, county of Shefford, the lots Nos. 111 to 123 inclusively; the lot No. 126 of the 2nd range of the township of Ely, and to annex them to the school municipality of Ely-South same, county.

578-6-2

## Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A-24516. Dame Goldie Dubrofsky, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Wolfe, demanderesse; vs Abraham Wolfe, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, Qué., le 3 janvier 1928.

603-6-4 Le procureur de la demanderesse,  
LOUIS GLAZER.

## Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. A-24516. Dame Goldie Dubrofsky, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Abraham Wolfe, Plaintiff; vs Abraham Wolfe, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been issued in this cause.

Montreal, Que., January 3rd., 1928.

604-6-4 LOUIS GLAZER,  
Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No E-28751. Dame Marie-Louise Bissonnette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Charest, interdit, du même lieu, demanderesse; vs Georges Robitaille, journalier, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur ad hoc à Joseph Charest, interdit, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 février 1928.

Montréal, 8 février 1928.

607-6-4 Les procureurs de la demanderesse,  
LANCTOT & HAMELIN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. E-28751. Dame Marie Louise Bissonnette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Charest, interdict, of the same place, plaintiff; vs Georges Robitaille, laborer, of the city and district of Montreal, in his quality of curator ad hoc to Joseph Charest, interdict, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case on the 6th day of February 1928.

Montreal, 8th February 1928.

608-6-4 LANCTOT & HAMELIN,  
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 29648. Hector Sauvé, journalier, domicilié dans la paroisse de Saint-Ignace, Coteau-du-Lac, district de Montréal, demandeur; vs Rosana Lalonde, autrefois de la paroisse de Saint-Ignace, Coteau-du-Lac, district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, épouse commune en biens du demandeur, défenderesse.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour de janvier, 1928.

Montréal, 6 février 1928.

609-6-4 Le procureur du demandeur,  
EUGENE LEROUX.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 29648. Hector Sauvé, labourer, domiciled in the parish of Saint Ignace, Coteau du Lac, district of Montreal, plaintiff; vs Rosana Lalonde, heretofore of the parish of Saint Ignace, Coteau du Lac, district of Montreal, and now of parts unknown, wife common as to property of the plaintiff, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 20th day of January, 1928.

Montreal, February 6, 1928.

610-6-4 EUGENE LEROUX,  
Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure. No A-24700. Dame Lena Wall, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Max Rudie, marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée, à ester en justice, demanderesse; contre Le dit Max Rudie, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 31ème jour de janvier 1928.

Montréal, 8 février 1928.

Le procureur de la demanderesse,  
611-6-4 I.-J. CHARNNESS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure. No C-26633. Pulchérie Bourassa, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Delorme, chirurgien dentiste, du même lieu, dûment autorisée, demanderesse; vs Ledit Albert Delorme, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 janvier 1928.

Montréal, ce 1er février 1928.

Les procureurs de la demanderesse,  
543-5-4 BILLETTE & BRODEUR.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure. No D-27663. Dame Mathilde Monette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Xavier Bouvier, menuisier, du même lieu, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son dit époux.

Montréal, 31 janvier 1928.

Les avocats de la demanderesse,  
MONTY, DURANLEAU, ANGERS & MONTY.  
545-5-4

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No C-27644.

Dame Marie-Clara Bérubé, épouse commune en biens de Régis Packwood, menuisier, des cité et district de Montréal, la dite Dame Marie-Clara Bérubé, dûment autorisée à ester en justice, des mêmes lieux, demanderesse; vs Régis Packwood, menuisier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

Montréal, 27 janvier 1928.

Les procureurs de la demanderesse,  
BERTRAND, GUERIN,  
499-5-4 GOUDRAULT & GARNEAU.

Province de Québec, District d'Iberville. Cour Supérieure, No 1173. Marie-Louise Allard, de St-Rémi-de-Napierville, épouse de Omer Patenaude, commis, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Omer Patenaude, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28ième jour de janvier 1928.

St-Jean-d'Iberville, 28 janvier 1928.

Le procureur de la demanderesse,  
519-5-4 A.-H. TANNER.

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No F-29693. Dame Leona Belair, épouse commune en biens de Patrick Rafferty, gérant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes en vertu d'un jugement rendu par cette honorable Cour, demanderesse; vs Patrick Rafferty, gérant, des cité et district de Montréal, défendeur.

Canada, Province of Quebec; district of Montreal. Superior Court. No. A-24700. Dame Lena Wall, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Max Rudie, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Max Rudie, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 31st day of January, 1928.

Montreal, February 8, 1928.

I. J. CHARNNESS,  
612-6-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. C-26633. Pulchérie Bourassa, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Delorme, dentist, in the same place, duly authorized, plaintiff; vs The said Albert Delorme, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case on January 23rd, 1928.

Montreal, February 1st., 1928.

BILLETTE & BRODEUR,  
544-5-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. D-27663. Dame Mathilde Monette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Xavier Bouvier, carpenter, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has this day instituted an action in separation as to property.

Montreal, January 31st., 1928.

MONTY, DURANLEAU, ANGERS & MONTY,  
546-5-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-27644.

Dame Marie Clara Bérubé, wife common as to property of Régis Packwood, carpenter, the said Marie Clara Bérubé duly authorized to institute the present action, both of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs Régis Packwood, carpenter, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

Montreal, January, 27th, 1928.

BERTRAND, GUERIN,  
GOUDRAULT & GARNEAU,  
500-5-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Iberville. Superior Court, No. 1173. Marie-Louise Allard, of St. Remi de Napierville, Wife of Omer Patenaude, clerk, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Said Omer Patenaude, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 28th day of January, 1928.

St. Jean d'Iberville, 28th January, 1928.

A.-H. TANNER,  
520-5-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. F-29693. Leona Bélair, wife common as to property of Patrick Rafferty, manager, of the city and district of Montreal, duly authorized to these presents by a judgment of one of the judges of the Superior Court, plaintiff; vs Patrick Rafferty, manager, of the city and district of Montreal, defendant.

Avis est donné que la demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur, le 28 janvier 1928.

Montréal, ce 30 janvier 1928.

Le procureur de la demanderesse,  
521—5-4 EDOUARD MASSON.

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure. No 1772. Dame Antoinette Biron, épouse commune en biens de Ulric Poirier, de la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, dûment autorisée par jugement à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Ulric Poirier, électricien, de la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en Cour Supérieure, le 12ème jour de janvier, 1928.

Le procureur de la demanderesse,  
413—4-4 HERMANN BARRETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No F-29489. Dame Amanda Lasanté, épouse commune en biens de Charles Milotte, propriétaire de taxi, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Charles Milotte, propriétaire de taxi, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ième jour de décembre 1927.

Montréal, 29 décembre 1927.  
Le procureur de la demanderesse,  
309—3-4 ARTHUR GIBEAULT.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No B-25647. Dame Sadie Novak, épouse commune en biens de Isadore Hochmitz, des cité et district de Montréal, marchand, dûment autorisée aux fins des présentes, en vertu d'un jugement de cette honorable Cour, a institué une action en séparation de biens contre son susdit époux.

Montréal, 31 janvier 1928.  
Le procureur de la demanderesse,  
529—5-4 JOSEPH-K. MERGLER.

Notice is given that plaintiff has instituted proceedings in separation as to property against defendant, on the 28th day of January, 1928.

Montreal, January 30th., 1928.

EDOUARD MASSON,  
522—5-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court. No. 1772. Dame Antoinette Biron, wife common as to property of Ulric Poirier, of the town of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Ulric Poirier, electrician, of the town of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the Superior Court, on this date, the 12th day of January, 1928.

HERMANN BARRETTE,  
414—4-4 Attorney for the Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-29489. Mrs. Amanda Lasanté, wife common as to property of Charles Milotte, taxi owner, of the city and district of Montreal, duly authorized to proceed in this case, Plaintiff; vs The said Charles Milotte, taxi owner, of the city and district of Montreal. Defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 29th day of December, 1927.

Montréal, December 29th, 1927.  
ARTHUR GIBEAULT,  
310—3-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. B-25647. Dame Sadie Novak, wife common as to property of Isadore Hochmitz, of the city and district of Montreal, merchant, hereto duly authorized by a judgment of this Honourable Court, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montréal, January 31st, 1928.  
JOSEPH K. MERGLER,  
530—5-4 Attorney for Plaintiff.

### Avis divers

#### COLIN McARTHUR & CO.

Le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de six (6) à trois (3) et le quorum du bureau de direction de quatre (4) à deux (2).

Montréal, le 20 juin 1927.

Le secrétaire,  
565 J. PRESCOTT.

#### "DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED"

##### Règlement "C".

Le nombre des directeurs de la compagnie "Donnacona Paper Company, Limited", est, par les présentes, augmenté de trois à neuf.

Daté à Montréal ce 24ième jour de janvier 1928.

Le secrétaire,  
581 WM. HOLLISTER WILSON.

### Miscellaneous Notices

#### "COLIN McARTHUR & CO."

The Board of Directors of the Company is reduced from six (6) to three (3), and the quorum of the Board from four (4) to two (2).

Montreal, June 20th, 1927.

J. PRESCOTT,  
566 Secretary.

#### "DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED"

##### By-law "C".

The number of Directors of Donnacona Paper Company, Limited, is hereby increased from three to nine.

Dated at Montreal, this 24th day of January, 1928.

WM HOLLISTER WILSON,  
582 Secretary.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que Monsieur Edmond Mercier, industriel, du village de La Sarre, comté d'Abitibi, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage en bois sur la Rivière de La Sarre, comté d'Abitibi, bordant les lots numéros vingt et un et vingt-deux (21 et 22) du rang neuf (9), canton La Sarre, selon les plans préparés par Ernest Lavigne, ingénieur civil, en date du 4 février 1922 et du 7 mai 1922; tels travaux ayant pour objet l'aménagement de forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain qui sera affecté par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministère des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au Bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Le requérant,  
583-6-5 EDMOND MERCIER.

Public notice is hereby given, in accordance with article 7 of the Water-Course Act, that Mr. Edmond Mercier, manufacturer, of the village de La Sarre, county of Abitibi, intends to apply for authorization to have a wooden dam made on the Rivière de La Sarre, county of Abitibi, bordering the lots numbers twenty one and twenty two (21 and 22) of range nine (9), township La Sarre, according to the plans prepared by Ernest Lavigne, civil engineer, dated the 4th of February, 1922, and the 7th of May 1922, such work having for object the storing of water-powers.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work shewing the site chosen for the construction thereof and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Abitibi, at Amos.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

EDMOND MERCIER,  
Petitioner.

584-6-5

## STATUTS REVISES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

### CHAPITRE 46, SECTION 7

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi Régime des Eaux Courantes, que la "Gatineau Power Company", corporation incorporée en vertu de la loi des Compagnies de Québec, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, se propose de demander l'autorisation de faire construire des digues, une usine génératrice et autres travaux nécessaires pour le développement d'un pouvoir d'eau qui lui appartient et connu sous le nom de "Wilson Chute", ces travaux devant être faits le long de la Rivière du Nord, près de la ville de Saint-Jérôme, en front et à travers les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiel pour le comté de Terrebonne comme les numéros 292, 428 et 429, de la paroisse de Saint-Jérôme.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par l'emmagasinage de l'eau, a été adressée au Ministre des Terres et Forêts, Province de Québec, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne à Saint-Jérôme.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération un mois après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Daté à Ottawa, ce 25ième jour de janvier 1928.

GATINEAU POWER COMPANY.  
Le vice-président et gérant général,  
501-5-5 G.-GORDON GALE.

## REVISED STATUTES PROVINCE OF QUEBEC.

### CHAPTER 46, SECTION 7.

Public notice is hereby given, in accordance with Section 7 of the Watercourse Act, that the Gatineau Power Company, a corporation organized under the Quebec Companies Act, with its principal place of business in the City of Ottawa, Province of Ontario, intends to apply for authorization to construct dams, power house and other necessary works of development of its water-power at "Wilson Chute", Quebec. The said works to be built in and along the North River, near the town of Saint Jérôme, in front of lots 292, 428 and 429 in the Parish of Saint Jérôme, in the county of Terrebonne.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such works showing the site chosen for the construction thereof and the lands affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of the said plans and specifications has been deposited in the Registry Office of the Registration Bureau of the County of Terrebonne, at Saint Jérôme, Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Dated at Ottawa, this 25th day of January, 1928.

GATINEAU POWER COMPANY.  
G. GORDON GALE,  
502-5-5 Vice-President and General Manager.

## Bureaux-chef

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bellehumeur Mining Company, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec, le cinquième jour de décembre 1927, a son bureau-chef en la cité de Montréal, dans la province de Québec, au No 153 rue Saint-Jacques.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 27e jour de janvier 1928.

Le président,

ROLAND-O. DALY.

Le secrétaire,

CHAS.-E. L. BABCOCK.

567

## "CLAD COMPANY, LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Clad Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 20e jour de décembre 1927, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, dans la province de Québec, a établi son bureau à la Chambre No 716, édifice du Canadian Pacific Express, 145 rue Saint-Jacques, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 31e jour de décembre, 1927.

Le secrétaire,

ALFRED-H. LANG.

569

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Plaza Service Corporation", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 2e jour de juin 1926 et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau dans l'hôtel Mount Royal, rue Peel, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 16e jour de janvier 1928.

Le secrétaire,

HARRY BRAND.

571

## LABORATOIRES DESAUTELS, LIMITEE

Canada, province de Québec, district de Montréal

Avis est donné que la Compagnie Laboratoire Desautels, Limitée, constituée en corporation par Lettres Patentes émises par le Gouvernement de la Province de Québec, en date du treizième jour de décembre, 1927, et enregistrées le seizième jour de décembre, 1927, a établi son bureau au numéro 25 avenue Laurier Est, dans la cité de Montréal. A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-cinquième jour de janvier, 1928.

Le secrétaire,

JOS.-M. BASTIEN.

579

## Chief Offices

Notice is hereby given that "Bellehumeur Mining Company, Limited" (No personal Liability), incorporated by Letters Patent, under the Quebec Mining Companies Act, on the fifth day of December, 1927, has its Head Office in the City of Montreal, in the Province of Quebec, at No. 153 Saint James Street.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 27th day of January, 1928.

ROLAND O. DALY,

President.

CHAS. E. L. BABCOCK,

Secretary.

568

## "CLAD COMPANY, LIMITED"

Notice is hereby given that "Clad Company, Limited", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec dated the 20th day of December, 1927, and having its Head Office at the City of Montreal, in the Province of Quebec, has established its Office at Room No. 716, Canadian Pacific Express Building, 145, Saint James Street, in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 31st day of December, 1927.

ALFRED H. LANG,

Secretary.

570

Notice is hereby given that the "Plaza Service Corporation", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, on the 2nd June, 1926, and having its head office in the city of Montreal, has established its office in the Mount Royal Hotel, Peel Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of January, 1928.

HARRY BRAND,

Secretary.

572

## LABORATOIRES DESAUTELS, LIMITEE

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

Notice is hereby given that the company "Laboratoires Desautels, Limitée", incorporated by Letters Patent issued by the Government of the Province of Quebec, on the thirteenth day of December, 1927, and registered the sixteenth day of December, 1927, has established its office at No. 25 Laurier Avenue East, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being its head-office.

Given at Montreal, this twenty fifth day of January, 1928.

JOS. M. BASTIEN,

Secretary.

580

## Compagnie dissoute

## Company dissolved

Avis est, par les présentes, donné que le règlement suivant a dûment été adopté par les directeurs de la compagnie "Eaves & Bessette, Limited" et ratifié par les actionnaires:

Notice is hereby given that the following By-law has been duly passed by the Directors of "Eaves & Bessette, Limited", and ratified by the shareholders:

## REGLEMENT NO II

## BY-LAW NO II

Attendu que la compagnie a vendu tout son fonds de commerce, sa clientèle, ses comptes recevables et autres actifs à la compagnie "Alfred Eaves, Limited"; et,

Whereas the Company has sold all its stock-in-trade, good-will, accounts receivable and other assets to "Alfred Eaves, Limited"; and

Attendu que la dite compagnie "Alfred Eaves, Limited", a convenu et consenti de payer toutes les dettes de la compagnie; et,

Whereas the said Alfred Eaves, Limited has covenanted and agreed to pay all the debts of the Company; and

Attendu qu'à présent le seul actif de la compagnie consiste en 910 actions du capital-actions de la compagnie "Alfred Eaves, Limited";

Whereas at present the only asset of the Company consists in 910 shares of the capital stock of Alfred Eaves, Limited;

La compagnie décrète par règlement comme suit:

Be it enacted as a By-law of the Company:

Que tout l'actif de la compagnie soit distribué proportionnellement entre les actionnaires de la compagnie en proportion du nombre d'actions détenues par chacun des dits actionnaires.

That all the assets of the Company be distributed rateably among the shareholders of the Company in proportion to the number of shares held by each of the said shareholders.

Le secrétaire,

J. F. MURPHY,

573

J.-F. MURPHY.

574

Secretary.

## Minutes de notaire

## Notarial Minutes

Québec, le 17 janvier 1928.

Quebec, 17th of January, 1928.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Joseph-Edouard-Rosaire Dupuis, notaire public, demeurant à Outremont, et pratiquant en les cité et district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph-L. Girouard, notaire, de Montréal, qui a cessé de pratiquer comme tel volontairement, ainsi que des minutes, répertoire et index de Henri-P. Pépin, en son vivant notaire public, pratiquant à Montréal, et dont le dit Joseph-L. Girouard était cessionnaire.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Edouard Rosaire Dupuis, notary public, residing at Outremont, and practising in the city and district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Joseph L. Girouard, notary, of Montreal, who has voluntarily ceased to practise as such, and also of the minutes, repertory and index of Henri P. Pépin, in his lifetime, notary public, practising in Montreal, and of which the said Joseph L. Girouard was transferee.

Le sous-secrétaire de la province,  
287-3-5 C.-J. SIMARD.

C. J. SIMARD,  
288-3-5 Assistant Provincial Secretary.

## Ventes—Loi de faillite

## Sales—Bankruptcy Act

Province de Québec, district de Montréal, No 289, Cour Supérieure (En faillite). Dans l'affaire de Rodolphe Chatel, Lac Masson, cédant autorisé.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 289, Superior Court (In Bankruptcy). In the matter of Rodolphe Chatel, Lac Masson, authorized assignor.

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Notice is hereby given that the immoveable designated as follows:

"Un emplacement situé au village non incorporé de la paroisse de Sainte-Marguerite, composé d'une partie du lot de terre désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous le numéro vingt-quatre (P. 24), dans le sixième rang du canton Wexford, dans la paroisse de Sainte-Marguerite, contenant, ce dit emplacement, soixante-quatre pieds de front sur un arpent de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, sans garantie de mesure précise et tel que présentement enclos; borné en front par le chemin public ou une rue, en profondeur par une partie dudit lot No 24, d'un côté vers

"An emplacement situate in the non-incorporated village of the parish of Sainte Marguerite, composed of a part of the lot of land designated on the official plan and book of reference of the said parish under number twenty four (Pt. 24), in the sixth range of the township of Wexford, in the parish of Sainte Marguerite, the said emplacement measuring sixty four feet in front by one arpent in depth, the whole English measure, and more or less, without guarantee as to precise measurement, and as actually fenced in; bounded in front by the public road or a street, in depth by a part of said lot No. 24, on one side to the

l'est par une autre partie du même lot appartenant à Jean Gauthier, ou successeur, et de l'autre côté vers l'ouest par une autre partie du même lot appartenant à Dollard Robert ou successeur—avec bâtisses et servitudes attachées audit immeuble”.

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, rendu le 31 janvier 1928, suivant les dispositions de la loi des faillites, article 20, paragraphes 4 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marguerite du Lac-Masson, district de Terrebonne, le QUINZIEME jour de MARS 1928, à UNE heure de l'après-midi.

Condition de paiement: Argent comptant.  
Pour information et cahier de charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,  
CHARETTE & LABELLE.

Montréal, le 6ème jour de février 1928.  
Bureau: Ch. 41, Edifice La Sauvegarde,  
92, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Tél. Main 1035 585-6-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 275, (En matière de faillite).

Dans l'affaire de J.-Lionel Lacroix et J.-Alex Bain, "J.-L. Lacroix & Cie", cédants autorisés.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

1. Le lot quatre cent quatre-vingt-quinze (No 495), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Shefford, de la contenance d'une demi-acre en superficie;

2. Partie du lot quatre cent soixante-neuf dudit cadastre; bornée en front au sud par le chemin public, à l'est et à l'ouest par le résidu du dit lot, mesurant deux cents pieds de largeur en arrière et cent soixante pieds sur le côté Est et Ouest;

3. Partie du lot cinq cent treize (Ptie 513) du dit cadastre, de forme irrégulière, située à la jonction de deux chemins conduisant de Granby à Waterloo et à Sherbrooke, mesurant soixante-quinze pieds de profondeur à partir de la jonction de ces chemins, jusqu'à un certain point où il y a une bâtisse érigée sur le présent terrain, et de la contenance qu'il peut avoir—avec toutes les bâtisses dessus érigées, servant à l'usage de beurrerie et fromagerie, y compris machineries et outillages étant immeubles par destination;

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le vingt-sept janvier dernier (1928), portant le No 275 des dossiers de ladite Cour, suivant les dispositions de la Loi de faillite, article 20, par. 4 et suivants, ayant effet du décret, à la porte de l'église catholique paroissiale de Waterloo, comté de Shefford, district de Bedford, MARDI, le TREIZIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent vingt-huit, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,  
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 19 rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, le 8 février 1928. 621-6-2

east by another part of the same lot belonging to Jean Gauthier or successor, and on the other side to the west by another part of the same lot belonging to Dollard Robert or successor—with the buildings and servitudes attached to the said immovable”.

Will be sold by auction, in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Bankruptcy, rendered the 31st of January, 1928, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale, at the door of the parochial church of Sainte Marguerite du Lac Masson, district of Terrebonne, the FIFTEENTH day of MARCH, 1928, at ONE o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: Cash.  
For particulars and list of charges, apply to the undersigned.

CHARETTE & LABELLE,  
Trustees.

Montreal, the 6th day of February, 1928.  
Office: Room 41, La Sauvegarde Building,  
92, Notre Dame Street East, Montreal.  
Tel. Main 1035. 586-6-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 275. (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of J. Lionel Lacroix and J. Alex Bain, "J. L. Lacroix & Cie", authorized assignors.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

1. The lot four hundred and ninety five (No. 495), on the official plan and book of reference for the township of Shefford, containing one half of an acre in superficies;

2. Part of lot four hundred and sixty nine of the said cadastre; bounded in front to the south by the public road, on the east and west by the residue of said lot, measuring two hundred feet in width in the rear and one hundred and sixty feet on the east and west side.

3. Part of lot five hundred and thirteen (Pt. 513) of the said cadastre, of irregular outline, situate at the junction of two roads leading from Granby to Waterloo and to Sherbrooke, measuring seventy five feet in depth from the junction of said roads, to a certain point where there is a building erected on the present land, and of whatever area there may be—with all the buildings thereon erected, used for the operation of a cheese and butter factory, including the machinery and equipment being immovables by destination;

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the twenty seventh of January last (1928), bearing No. 275 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, having the effect of a sheriff's sale, at the door of the Catholic parochial church of Waterloo, county of Shefford, district of Bedford, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and twenty eight, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,  
Trustee.

Office: 19 Saint James Street, Montreal.  
Montreal, February 8, 1928. 622-6-2

Canada, Province de Québec, district de Montréal, (en matière de faillite.) No 275. Dans l'affaire de J.-Lionel Lacroix et J.-Alex Bain, "J.-L. Lacroix & Cie", Cédants autorisés.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement à St-Alexis, comté de Montcalm, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent vingt-neuf (Ptie 129) du cadastre de la paroisse de St-Alexis, Comté de Montcalm, mesurant environ un demi-arpent de largeur par un demi-arpent de profondeur; borné comme suit: en front par le chemin public, à l'est par Azarie Léonard, au sud et à l'ouest par Arthur Perreault—avec les bâtisses dessus construites servant à l'exploitation d'une beurrerie-fromagerie, avec toutes machineries et outillages étant immeubles par destination;

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le vingt-sept janvier dernier (1928), portant le No 275 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4 et suivants, ayant effet du décret, à la porte de l'église catholique paroissiale de St-Alexis, Comté de Montcalm, district de Joliette, SAMEDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent vingt-huit, à DEUX heures de l'après-midi.

Condition de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 19 rue St-Jacques, Montréal.

Montréal, le 8 février 1928. 623—6—2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, (Sitting in Bankruptcy). No. 275. In the matter of J. Lionel Lacroix and J. Alex Bain, "J. L. Lacroix & Cie", Authorized Assignors.

Public notice is hereby given that the immoveable designated as follows:

An emplacement at St. Alexis, county of Montcalm, known and designated as forming part of lot number one hundred and twenty nine (Pt. 129), on the cadastre of the parish of St. Alexis, county of Montcalm, measuring about one half arpent in width by one half arpent in depth, bounded as follows: in front by the public road, on the east by Azarie Léonard, on the south and west by Arthur Perreault—with the buildings thereon erected used for the operation of a cheese and butter factory, with all the machinery and equipment being immoveables by destination;

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the twenty seventh of January last, (1928), bearing No. 275 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, having the effect of a sheriff's sale, at the door of the Catholic parochial church of St. Alexis, county of Montcalm, district of Joliette, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and twenty eight, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 19 St. James Street, Montreal.

Montreal, February 8, 1928. 624—6—2

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 275. (En matière de faillite).

Dans l'affaire de J.-Lionel Lacroix, et J.-Alex Bain, "J.-L. Lacroix & Cie.", cédants autorisés.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé à Sainte-Cécile-de-Milton, contenant un demi-arpent de terre en superficie, plus ou moins; borné au sud et à l'ouest au chemin public, au nord-est à John Runnels, à un ruisseau qui s'y trouve, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Milton comme étant le lot numéro dix-D (10-D), dans le cinquième rang—avec une maison, une grange, une fromagerie et beurrerie, et toutes machineries et outillages étant immeubles par destination;

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le vingt-sept janvier dernier, (1928), portant le No 275 des dossiers de ladite Cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4 et suivants, ayant effet du décret, à la porte de l'église catholique paroissiale de Sainte-Cécile-de-Milton, comté de Shefford, district de Bedford, MERCREDI, le QUATORZIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent vingt-huit, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 275. (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of J. Lionel Lacroix and J. Alex Bain, "J. L. Lacroix & Cie", authorized assignors.

Public notice is hereby given that the immoveable designated as follows:

An emplacement situate at Sainte Cécile de Milton, containing one half arpent of land in superficies, more or less; bounded on the south and west by the public road, on the northeast by John Runnels, by a stream thereon, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Milton, as being lot number ten-D (10-D), in the fifth range—with a house, barn, cheese and butter factory, and all the machinery and equipment being immoveables by destination;

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the twenty seventh of January last (1928), bearing No. 275 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, having the effect of a sheriff's sale, at the door of the Catholic parochial church of Sainte Cécile de Milton, county of Shefford, district of Bedford, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and twenty eight, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 19 rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, le 8 février 1928. 625-6-2

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned:

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 19 Saint James Street, Montreal.  
Montreal, February 8, 1928. 626-6-2

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Nos 259 & 151.

Dans l'affaire de R.-A. Laporte et Dame J. Leduc, hôteliers, de la ville de Lachine, Qué.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble connu comme étant l'Hôtel Dombrico, dans la cité de Lachine, et désigné comme suit:

"Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Joseph, dans la cité de Lachine, formant partie du lot numéro sept cent soixante dix-sept (No Ptie 777) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine et borné en front par le chemin du roi au nord-est par partie du lot numéro sept cent soixante dix-sept appartenant à Camille Clément dit Larivière ou représentants, au sud-ouest partie par le lot numéro sept cent soixante-dix-huit et partie par une autre partie du dit lot numéro sept cent soixante-dix-sept appartenant à Louis Pigeon ou représentants, et en arrière par le lot numéro sept cent soixante-treize, avec les bâtisses dessus érigées et la maison connue comme étant l'Hôtel Dombrico; le dit emplacement mesurant soixante-treize pieds de largeur en front et quatre vingt-neuf pieds de largeur en arrière par une profondeur de cent trente-deux pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise, comprenant tout l'immeuble appartenant à R.-A. Laporte et Dame J. Leduc de par leurs titres".

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du District de Montréal, en matière de faillite, rendu le 24 janvier 1928, portant le No 259 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions du Code de Procédure Civile pour la vente des immeubles et conformément aux dispositions de l'article 20, sous-paragraphe 4, a, b, c, d, e, de la loi de faillite, de façon à donner à la dite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice de la cité de Montréal, MERCREDI, le SEPTIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent vingt-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 19 rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 1er février, 1928. 551-5-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Nos. 259 & 151.

In the matter of R. A. Laporte and Dame J. Leduc, hotel-keepers, of the town of Lachine, Que.

Notice is hereby given that the immovable known as being Hotel Dombrico, in the city of Lachine, and designated as follows:

An emplacement fronting on Saint Joseph Street, in the city of Lachine, forming part of lot number seven hundred and seventy seven (No. Pt. 777) on the official plan and book of reference of the town of Lachine and bounded in front by the King's Highway, on the northeast by part of lot number seven hundred and seventy seven belonging to Camille Clément dit Larivière or representatives, on the southwest partly by lot number seven hundred and seventy eight and partly by another part of said lot number seven hundred and seventy seven belonging to Louis Pigeon or representatives, and in the rear by lot number seven hundred and seventy three, with buildings thereon erected and the house known as being Hôtel Dombrico; the said emplacement measuring seventy three feet in width in front and eighty nine feet in width in the rear by a depth of one hundred and thirty two feet, the whole more or less, English measure, comprising all the immoveable belonging to R. A. Laporte and Dame J. Leduc, according to their titles.

Will be sold in virtue of judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 24th of January, 1928, bearing No. 259 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure for the sale of immoveables and pursuant to the provisions of article 20, sub-paragraph 4, a, b, c, d, e of the Bankruptcy Act, so as to give said sale the effect of a sheriff's sale, at the office of the sheriff of the district of Montreal, situate in the Court House of the district of Montreal, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and twenty eight, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 19 Saint James Street, Montreal.

Montreal, February 1st, 1928. 552-5-2

### Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Québec, dans la Cour Supérieure, No 6466.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le District de Québec, le 13 janvier 1928, dans une cause dans laquelle William-Geo. Rowbotham, de la cité de Québec, est le Demandeur, et Harold Rowbotham, de la cité de Québec, Charretier, Violet Rowbotham, épouse de Frederic Kearns, de la Ville de Détroit, et le dit Frederick Kearns

### Sale by licitation

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the Superior Court, No. 6466.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the District of Quebec, on the 13th day of January, 1928, in a cause in which William George Rowbotham, of the City of Quebec, is Plaintiff, and Harold Rowbotham, of the City of Quebec, Carter, Violet Rowbotham, wife of Frederic Kearns, of the City of Detroit, and the

pour autoriser et assister sa dite épouse, et Gladys Rowbotham, de la cité de Halifax, dans la Province de la Nouvelle-Ecosse, fille majeure, sont les Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un certain lot de terre connu et désigné comme étant la partie Sud-ouest du lot numéro quatre mille trois cent vingt et un (4321) du plan et cadastre officiel pour le quartier Montcalm de la cité de Québec, mesurant environ 46 pds, 2 pes, sur la rue Berthelot, laquelle borne le dit lot vers l'Ouest, 45 pds. 10 pes, sur la ligne de division du lot quatre mille trois cent seize (4316), laquelle borne le dit lot vers l'Est, et environ 45 pieds sur la rue Bon-Pasteur, et borné vers le Sud par la dite rue Bon-Pasteur, et vers le Nord par l'autre partie du dit lot quatre mille trois cent vingt et un (4321),—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le dit immeuble ci-dessus décrit sera vendu à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour de MARS 1928, à DIX heures du matin, dans la Cour Supérieure, siégeant pour le District de Québec, dans le District de Québec, dans la cité de Québec, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Québec, 24 janvier 1928.

Les procureurs de la demanderesse,  
457—4-2 GRAVEL, THOMSON & HEARN.

said Frederick Kearn to authorize and assist his said wife, and Gladys Rowbotham, of the City of Halifax, in the Province of Nova Scotia, Spinsters, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable property described as follows:

A certain lot of land known and designated as the South-west part of lot number four thousand three hundred and twenty one (4321), on the official cadastral plan for Montcalm Ward of the City of Quebec, measuring about 46 ft. 2 in. on Berthelot Street, which bounds the said lot towards the West, 45 ft. 10 in. on the line of division from lot four thousand three hundred and sixteen (4316), which bounds the said lot towards the East, and about 45 ft. on Bon Pasteur Street, and bounded towards the South by the said Bon Pasteur Street, and towards the North by the other part of the said lot four thousand three hundred and twenty one (4321)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said immovable property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SECOND day of MARCH, 1928, at TEN o'clock in the forenoon, before the Superior Court, sitting for the District of Quebec, in the District of Quebec, in the City of Quebec, subject to the clauses, charges and conditions contained in the List of Charges on deposit in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed six days after the adjudication; failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Québec, January 24, 1928.

GRAVEL, THOMSON & HEARN,  
458—4-2 Attorneys for Plaintiff.

## VENTES PAR LE SHÉRIF

### ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

*District d'Abitibi.—Cour Supérieure.*

No 1630. } PHILEMON FRIGON, cultivateur, de La Tuque, demandeur; vs RAOUL MASSICOTTE, du canton Figury, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, le lot de terre portant le numéro quarante-six (46) du rang numéro sept (7) du canton Figury, Abitibi, décrit comme tel au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos, dans le dit canton, JEUDI, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER mil neuf cent vingt-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Amos, 17 janvier 1928. J.-U. DUMONT.  
[Première publication, 21 janvier, 1928] 319—3-2

## SHERIFF'S SALES

### ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

*District of Abitibi.—Superior Court.*

No. 1630. } PHILEMON FRIGON, farmer, of La Tuque, plaintiff; vs RAOUL MASSICOTTE, of the township of Figury, defendant, to wit:

As belonging to said defendant, that lot of land bearing number forty six (46) of range number seven (7) of the township of Figury, Abitibi, described as such on the survey plan of the Department of Lands and Forests of Quebec—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Amos, in the said township, on THURSDAY, the TWENTY THIRD day of FEBRUARY nineteen hundred and twenty eight, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,  
Amos, January, 17, 1928. Sheriff.  
[First publication, 21st January, 1928] 320—3-2

## ARTHABASKA

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.  
Arthabaska, à savoir: } **A**RCADIUS TRU-  
No 265. } **DEL**, demandeur;  
vs **JOSEPH BELANGER**, père, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Deux terres situées dans le 7e rang du canton d'Ireland, et connues et désignées, l'une comme étant le lot No 380 du cadastre officiel du dit canton d'Ireland et contenant environ 50 acres en superficie, et l'autre comme étant le lot No 382 du même cadastre, contenant environ cent acres en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Adrien-d'Ireland, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain (1928), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, **J.-E. GIROUARD**,  
Arthabaska, P. Q., 16 janvier 1928. 265—3-2  
[Première publication, le 21 janvier 1928]

## ARTHABASKA

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.  
Arthabaska, to wit: } **A**RCADIUS TRUDEL,  
No. 265. } **Plaintiff**; vs **JOSEPH**  
**BELANGER, Sr.**, defendant.

As belonging to said defendant:

Two pieces of land situated in the 7th range of the Township of Ireland and known and designated, one as being the lot No. 380 of the official plan and book of reference for the said Township of Ireland and containing about 50 acres in superficies, and the other as being the lot No. 382 of the same official plan, containing about 100 acres in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Adrien d'Ireland, on the TWENTY-THIRD day of FEBRUARY next (1928), at TWO o'clock in the afternoon.

**J. E. GIROUARD**,  
Sheriff's office, **Sheriff**,  
Arthabaska, January 16th., 1928. 266—3-2  
[First publication, January 21, 1928]

## BEAUHARNOIS

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat, } **C**OMMISSAIRES  
District de Beauharnois, } **D'ECOLE** dans  
No 1093. } et pour la municipalité de la paroisse Sainte-Cécile, dans le comté de Beauharnois, demandeurs; vs **JOSEPH LEDUC**, défendeur.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis sur le défendeur dans la présente cause, qui devait avoir lieu samedi, le dixième jour de décembre 1927, à deux heures de l'après-midi, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois, district de Beauharnois, aura lieu **SAMEDI**, le TROISIEME jour de **MARS** 1928, à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de la susdite église paroissiale de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois et district de Beauharnois.

Pour être vendus en bloc.

2. Avis est par les présentes donné, que la vente de l'immeuble saisi sur le défendeur, dans la présente cause, qui devait avoir lieu le dixième jour de décembre 1927, à dix heures de l'avant-midi, au bureau du shérif, au palais de justice, dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield, aura lieu **SAMEDI**, le TROISIEME jour de **MARS** 1928, au bureau du shérif, au palais de justice, dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, **DOMINA CREPIN**,  
Salaberry-de-Valleyfield, ce premier février 1928.

## BEAUHARNOIS

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court, } **S**CHOOL COM-  
District of Beauharnois, } **MISSIONERS**  
No. 1093. } in and for the municipality of the parish of Sainte Cécile, in the county of Beauharnois, plaintiffs; vs **JOSEPH LEDUC**, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized on the defendant in the present cause, which was to take place on Saturday the tenth day of December, 1927, at two o'clock in the afternoon, at the door of the parochial church of the parish of Saint Louis de Gonzague, county of Beauharnois, district of Beauharnois, shall take place on **SATURDAY**, the **THIRD** day of **MARCH**, 1928, at TWO o'clock in the afternoon, at the door of the aforesaid parochial church of the parish of Saint Louis de Gonzague, county of Beauharnois and district of Beauharnois.

To be sold in block.

2. Notice is hereby given that the sale of the immovable seized on the defendant, in the present cause, which was to take place the tenth day of December, 1927, at ten o'clock in the forenoon, at the office of the sheriff, in the Court House of the city of Salaberry de Valleyfield, shall take place on **SATURDAY**, the **THIRD** day of **MARCH**, 1928, at the office of the sheriff, in the Court House, in the city of Salaberry de Valleyfield, at TEN o'clock in the forenoon.

**DOMINA CREPIN**,  
Sheriff's office, **Sheriff**,  
Salaberry de Valleyfield, this 1st day of February, 1928.

## JOLIETTE

## JOLIETTE

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } OLYMPE GOYET,  
 District de Joliette, } bedeau, de la pa-  
 No 2037. } roisse de St-Paul, dans  
 le district de Joliette, Demandeur; vs AGNUS  
 DESROSIERS, cultivateur, de la paroisse de Ste-  
 Béatrix, dans le district de Joliette, Défendeur.

Deux lots de terre situés en la paroisse de Ste-  
 Béatrix, connus et désignés comme étant les  
 lots numéros huit et trente-trois (Nos 8 et 33)  
 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre  
 de la paroisse de Ste-Béatrix, contenant environ  
 110 arpents en superficie, plus ou moins—avec  
 les bâtisses dessus construites;

Une autre terre connue et désignée aux plan  
 et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse  
 de Ste-Béatrix, sous le numéro quatorze (No  
 14)—sans bâtisse.

Le tout devra être vendu à la charge des rentes  
 seigneuriales affectant les susdits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-  
 Béatrix, le MARDI, TREIZIEME jour du mois  
 de MARS 1928, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.  
 Ce 7e jour du mois de février 1928. 591—6-2  
 [Première publication, le 11 février 1928]

*Superior Court.*

Province of Quebec, } OLYMPE GOYET,  
 District of Joliette, } beadle, of the parish of  
 No. 2037. } St. Paul, in the district  
 of Joliette, Plaintiff; vs AGNUS DESROSIERS,  
 farmer, of the parish of Ste. Béatrix, in the dis-  
 trict of Joliette, Defendant.

Two lots of land situate in the parish of Ste.  
 Béatrix, known and designated as being lots num-  
 bers eight and thirty three (Nos. 8 and 33), on the  
 official cadastral plan and book of reference of  
 the parish of Ste. Béatrix, containing about 110  
 arpents in superficies, more or less—with the  
 buildings thereon erected;

Another farm known and designated on the  
 official cadastral plan and book of reference of  
 the parish of Ste. Béatrix, under number fourteen  
 (No. 14)—without buildings.

The whole to be sold subject to the seigniorial  
 rents affecting the aforesaid lots.

To be sold at the door of the church of Ste.  
 Béatrix, on TUESDAY, the THIRTEENTH  
 day of the month of MARCH, 1928, at ONE  
 o'clock in the afternoon.

GEORGES DESROCHES,

Sheriff's office, Sheriff.  
 This 7th day of February, 1928. 592—6-2  
 [First publication, February 11, 1928]

## MONTCALM

## MONTCALM

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } DAME OLIVE PRE-  
 District de Montréal, } VOST, demande-  
 No 4700. } resse; vs PLACIDE  
 LAFRAMBOISE, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des  
 immeubles saisis dans la présente cause, qui de-  
 vait avoir lieu à trois heures de l'après-midi le  
 neuvième jour d'avril 1927, à la porte de l'église  
 paroissiale de La Macaza, dans le canton Mar-  
 chand, aura lieu à la porte de l'église paroissiale  
 de La Macaza, dans le Canton Marchand, à  
 TROIS heures de l'après-midi, le VINGT-HUIT-  
 IEME jour de FEVRIER 1928.

Daté à Mont-Laurier, ce 8 février 1928.

Le shérif,

615 LAMARCHE & BOUDREAULT.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } DAME OLIVE PRE-  
 District of Montreal, } VOST, plaintiff; vs  
 No. 4700. } PLACIDE LAFRAM-  
 BOISE, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the im-  
 moveables seized in the present cause, which was  
 to take place at three o'clock in the afternoon on  
 the ninth day of April, 1927, at the parochial  
 church door of La Macaza, in the township of  
 Marchand, shall take place at the parochial  
 church door of La Macaza, in the township of  
 Marchand, at THREE o'clock in the afternoon,  
 on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY  
 1928.

Dated at Mont Laurier, this 8th of February,  
 1928.

LAMARCHE & BOUDREAULT,

616 Sheriff.

## MONTRÉAL

## MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } GEORGE - G. GOOD-  
 No D-21295. } FELLOW, deman-  
 deur; vs E. LAMOTHE, défendeur, et ODILON  
 DESROCHERS, mis-en-cause.

Comme appartenant à Odilon Desrochers, le  
 mis-en-cause:

Un emplacement situé en la cité de Montréal,  
 district de Montréal, ayant front sur la rue Moz-  
 art-ouest, connu et désigné comme étant le  
 numéro quinze cent dix-neuf de la subdivision  
 officielle du lot originaire numéro onze (11-1519)  
 des plan et livre de renvoi officiels du village de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } GEORGE G. GOOD-  
 No. D-21295. } FELLOW, Plaintiff;  
 vs E. LAMOTHE, Defendant, and ODILON  
 DESROCHERS, mis-en-cause.

As belonging to Odilon Desrochers, mis-en-cause

An emplacement situate in the city of Mon-  
 treal, district of Montreal, fronting on Mozart  
 Street west, known and designated as being num-  
 ber fifteen hundred and nineteen of the official  
 subdivision of the original lot number eleven  
 (11-1519), on the official plan and book of refer-

la Côte St-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison à trois étages et autres bâtisses dessus construites, portant les Nos civiques 57, 57a et 57b de la dite rue Mozart-ouest, à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le député-shérif,  
O. BELANGER,  
Montréal, 7 février 1928. 593—6—2  
[Première publication, le 11 février 1928]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) DAME MARY, *alias*  
No A-18238. ) MARIE-PHILO-  
MENE MARTIN, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Lauzon, tant en son nom personnel qu'en sa qualité de légataire universelle de feu Antoine Martin, et le dit Louis Lauzon pour autoriser son épouse aux fins des présentes, de la ville des Laurentides, district de Joliette, demanderesse; vs AARON LEFFMAN, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Melrose de la dite cité, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire cent soixante-quatorze (174-85), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$300.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable Juge Coderre, daté le sixième jour de février 1928.

Bureau du shérif, Le député-shérif,  
O. BELANGER,  
Montréal, le 7 février 1928.  
[Première publication, 11 février 1928]  
595—6—2

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) DAME ADELIA NOI-  
No C-20240. ) SEUX, veuve non remariée de feu J.-A. Alix, *et al*, demandeurs; vs CACILIA STANISZEUSKI, veuve non remariée de feu Anton Staniszeuski *et al*, es nom et es qual., défendeurs.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 98 de la subdivision officielle du lot originaire No. 10, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant quarante-deux pieds par quatre-vingt-six pieds—avec les bâtisses dessus érigées portant les Nos civiques 50, 52, 54, 56 de la rue De Gaspé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,  
OMER LAPIERRE,  
Montréal, 17 janvier, 1928. 317—3—2  
[Première publication, 21 janvier, 1928]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) JOSEPH-EMILE COTE,  
No 21735. ) demandeur; vs NAPOLEON TURCOT *et al* défendeurs.

ence for the Village of Côte St. Louis, measuring twenty five feet in front by eighty feet in depth, English measure, more or less—with a three story-house and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 57, 57a and 57b of the said Mozart Street west, in Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BELANGER,  
Deputy-Sheriff.  
Sheriff's office,  
Montreal, February 7th., 1928. 594—6—2  
[First publication, February 11, 1928]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal*

Montreal, to wit: ) DAME MARY, *alias*  
No. A-18238. ) MARIE PHILO-  
MENE MARTIN, wife separate as to property by marriage contract of Louis Lauzon, both personally and in her quality of universal legatee of the late Antoine Martin, and the said Louis Lauzon to authorize his wife for the purposes hereof, of the Ville des Laurentides, district of Joliette, plaintiff; vs AARON LEFFMAN, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal; fronting on Melrose Avenue of the said city, known and designated as being lot number eighty five of the official subdivision of original lot one hundred and seventy four (174-85), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$300.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving any bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the sixth day of February, 1928.

O. BELANGER,  
Deputy-Sheriff,  
Sheriff's Office,  
Montreal, February 7, 1928.  
[First publication, February 11, 1928]  
596—6—2

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) DAME ADELIA NOI-  
No. C-20240. ) SEUX, unmarried widow of the late J. A. Alix, *et al*, plaintiffs; vs CACILIA STANISZEUSKI, unmarried widow of the late Anton Staniszeuski, *et al*, es-nom and es-qual. defendants.

An emplacement situate in the city of Montreal known and designated under No. 98 of the official subdivision of the original lot No. 10, on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring forty two feet by eighty six feet—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 50, 52, 54, 56 of de Gaspé Street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,  
Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Montreal, January 17, 1928. 318—3—2  
[First publication, 21st January, 1928]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) JOSEPH EMILE COTE,  
No. 21735. ) plaintiff; vs NAPOLEON TURCOT *et al*, defendants.

Comme appartenant à Alexandre Desmarteau, l'un des défendeurs:

Une terre située en la Paroisse de Boucherville, dans l'Île Saint-Joseph, et connue et désignée comme étant le lot numéro trois cent trois (No 303) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, 18 janvier 1928. 341—3-2  
[Première publication, 21 janvier, 1928]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Montréal, à savoir: ) JEAN-CHARLES DRO-  
No 640-A ) LET, demandeur; vs  
JOSEPH-A. THEROUX, défendeur.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot No deux cent quarante-huit des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville; borné en front par le chemin du rang de la Savane, de la paroisse de Boucherville, contenant cent cinquante arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, 18 janvier 1928. 343—3-2  
[Première publication, 21 janvier, 1928]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) CORPORATION DE  
No 2555. ) LA PAROISSE

SAINT-LAURENT, corps légalement constitué, ayant son siège sociale dans la dite Paroisse, district de Montréal, Demanderesse; vs THE SAINT LAWRENCE LAND SYNDICATE, LIMITED, corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, Défenderesse.

Les lots de terre ci-après décrits étant les subdivisions officielles du lot originaire numéro deux cent dix (210), aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, sis et situés en la dite Paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, comme suit, savoir:

1. Les lots Nos 1, 4, 5, 18, 22, 23, 24, 25, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 56 et 57, bornés en front par la subdivision numéro 30, étant une rue projetée;

2. Les lots Nos 31, 32, 33, 34, 86, 87, 88, 89, 92, 93, 149, 150, 151, 213, 214, 216, 278, 279, 280, 281 et 284, bornés en front par la subdivision numéro 152 étant une rue projetée;

3. Les lots Nos 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 78, 79, 80, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 115 et 116, bornés en front par la subdivision numéro 90 étant une rue projetée;

4. Les lots Nos 128, 129, 130, 131, 134, 136, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 157, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502,

As belonging to Alexandre Desmarteau, one of the defendants:

A farm situate in the parish of Boucherville, in L'Île Saint Joseph, and known and designated as being lot number three hundred and three (No. 303), on the official plan and book of reference for the parish of Boucherville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.  
Montreal, January 18, 1928. 342—3-2  
[First publication, 21st of January, 1928].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.*

Montreal, to wit: ) JEAN CHARLES DRO-  
No 640-A ) LET, plaintiff; vs JO-  
SEPH A. THEROUX, defendant.

An immovable known and designated as being lot number two hundred and forty eight, on the official plan and book of reference for the parish of Boucherville; bounded in front by the road of the Rang de la Savane of the parish of Boucherville, containing one hundred and fifty arpents in area, more or less—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at NOON.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.  
Montreal, January 18, 1928. 344—3-2  
[First publication, 21st January, 1928]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) CORPORATION OF THE  
No. 2555. ) PARISH OF SAINT

LAURENT, a body politic and corporate having its principal place of business in the said parish, district of Montreal, Plaintiff; vs THE SAINT LAWRENCE LAND SYNDICATE, LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business at Montreal, district of Montreal, Defendant.

The lots of land hereunder designated being official subdivisions of original number two hundred and ten (210), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, being and situate in the said parish of Saint Laurent, district of Montreal, as follows, to wit:

1. The lots Nos. 1, 4, 5, 18, 22, 23, 24, 25, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 56 et 57, bounded in front by the subdivision number 30, being a projected street;

2. The lots Nos. 31, 32, 33, 34, 86, 87, 88, 89, 92, 93, 149, 150, 151, 213, 214, 216, 278, 279, 280, 281 and 284, bounded in front by subdivision number 152, being a projected street;

3. The lots Nos. 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 78, 79, 80, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 115 and 116, bounded in front by subdivision number 90, being a projected street;

4. The lots Nos. 128, 129, 130, 131, 134, 136, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 157, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502,

503, 504, 505, 506 et 507, bornés en front par la subdivision numéro 479 étant une rue projetée.

5. Les lots Nos 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 312, 313, 316, 317, 318, 319, 376, 377, 383, 384, 441, 442, 443, 446, 448, 449, bornés en front par la subdivision numéro 315 étant une rue projetée;

6. Les lots Nos 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, bornés en front par la subdivision numéro 217 étant une rue projetée.

7. Les lots Nos 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 276, 277, 287, 288, 289, 290, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, bornés en front par la subdivision numéro 282 étant une rue projetée.

8. Les lots Nos 344, 345, 346, 347, 351, 409, 410, 411, 412, 416, 540, 541, 545, 546, 547, 548, 605, 606, 607, 608, 610, 611, 612, 613, bornés en front par la subdivision numéro 478 étant une rue projetée;

9. Les lots Nos 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 373, 374, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, bornés en front par la subdivision numéro 380 étant une rue projetée;

10. Les lots Nos 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, bornés en front par la subdivision numéro 445 étant une rue projetée;

11. Les lots Nos 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, bornés en front par la subdivision numéro 544 étant une rue projetée;

12. Les lots Nos 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, bornés en front par la subdivision numéro 609 étant une rue projetée;

13. Les lots Nos 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 574, 575, 576, 577, 580, 638, 639, 640, 641, bornés en front par le Chemin Public, appelé Côte de Vertu.

14. Le lot numéro 30 étant une rue et bornée au Nord-Ouest par lot No 208, au sud-ouest par les lots Nos 210-1 à 25 et 210-29, au sud-est par le No 210-152 (rue) et au nord-est par les Nos 210-31, 210-35 à 210-59, de forme irrégulière, mesurant 50 pieds de largeur par une profondeur de 721 pieds et cinq dixièmes dans la ligne, sud-ouest, et 727 pieds et sept dixièmes dans la ligne nord-est, contenant une superficie de 36,230 pieds, mesure anglaise.

15. Le lot No 90 (étant une rue), bornée au nord-ouest par le lot No 209, et au sud-ouest par les lots Nos 210-60 à 210-85, et 210-89, et au sud-est par le No 210-152 (rue), et au nord-est par les Nos 210-91, 210-95 à 210-120, forme irrégulière, mesurant 50 pieds en largeur par une profondeur de 756 pieds dans la ligne nord-est et 750 pieds dans la ligne sud-ouest, contenant une superficie de 37,650 pieds, mesure anglaise.

16. Le lot No 152 (étant une rue) bornée au nord-ouest par les lots Nos 210-26 à 210-29,

503, 504, 505, 506 and 507, bounded in front by subdivision number 479 being a projected street;

5. The lots Nos. 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 312, 313, 316, 317, 318, 319, 376, 377, 383, 384, 441, 442, 443, 446, 448, 449, bounded in front by subdivision number 315 being a projected street;

6. The lots Nos. 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, bounded in front by subdivision number 217 being a projected street;

7. The lots Nos. 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 276, 277, 287, 288, 289, 290, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, bornés en front by subdivision number 282, being a projected street;

8. The lots Nos. 344, 345, 346, 347, 351, 409, 410, 411, 412, 416, 540, 541, 545, 546, 547, 548, 605, 606, 607, 608, 610, 611, 612, 613, bounded in front by subdivision number 478, being a projected street;

9. The lots Nos. 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 373, 374, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, bounded in front by subdivision number 380, being a projected street;

10. The lots Nos. 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, bounded in front by subdivision number 445, being a projected street;

11. The lots Nos. 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, bounded in front by subdivision number 544, being a projected street;

12. The lots Nos. 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, bounded in front by subdivision number 609, being a projected street;

13. The lots Nos. 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 574, 575, 576, 577, 580, 638, 639, 640, 641, bounded in front by the public road, named Côte de Vertu.

14. The lot number 30 being a street, bounded on the north west by lot No. 208, on the south-west by lots Nos. 210-1 to 25 and 210-29, on the southeast by No. 210-152 (street) and on the northeast by Nos. 210-31, 210-35 to 210-59, of irregular outline, measuring 50 feet in width by a depth of 721 feet and five tenths of a foot in the southwest line, and 727 feet and seven tenths of a foot in the northeast line, containing an area of 36, 230 feet, English measure.

15. The lot No. 90 (being a street), bounded on the northwest by lot No. 209, and on the southwest by lots Nos. 210-60 to 210-85, and 210-89, and on the southeast by No. 210-152 (street) and on the northeast by Nos. 210-91, 210-95 to 210-120, of irregular outline, measuring 50 feet in width by a depth of 756 feet in the northeast line and 750 feet in the southwest line, containing an area of 37,650 feet, English measure.

16. The lot No. 152 (being a street), bounded on the northwest by lots Nos. 210-26 to 210-29, 210-30

210-30 (rue), 210-31 à 210-34, 210-86 à 210-90 (rue), 210-91 à 210-94, 210-148 à 210-151, et au sud-ouest par le lot No 206, et au sud-est par les lots Nos 210-286, 210-285, 210-284, 210-283, 210-282 (rue), 210-281, 210-280, 210-279, 210-278, 210-221, 210-220, 210-219, 210-218, 210-217 (rue), 210-216, 210-215, 210-214, 210-213, 210-156, 210-155, 210-154, 210-153, et au nord-est par le No 210-479 (rue), mesurant 50 pieds en largeur par une profondeur de 550 pieds, et contenant une superficie de 27,500 pieds, mesure anglaise.

17. Le lot No 217, (étant une rue), bornée au nord-ouest par le lot No 210-152 (rue) et au sud-ouest par les Nos 210-218, 210-222 à 210-246 et au sud-est par le lot No 210-315 (rue) et au nord-est par les Nos 210-188 à 210-212, et 210-216, mesurant 50 pieds en largeur par une profondeur de 800 pieds, et contenant une superficie de 40,000 pieds, mesure anglaise.

18. Le lot No 282 (étant une rue), bornée au nord-ouest par le lot No 210-152 (rue) et au sud-ouest par les lots Nos 210-283, 210-287 à 210-311, et au sud-est par le lot No 210-315 (rue) et au nord-est par les lots Nos 210-253 à 210-277 et 210-281, mesurant cinquante pieds de largeur par une profondeur de 800 pieds, et contenant une superficie de 40,000 pieds, mesure anglaise.

19. Le lot No 315 (étant une rue), bornée au nord-ouest par les lots Nos 210-181 à 210-188, 210-217 (rue), 210-246 à 210-253, 210-282 (rue), 210-311 à 210-314, et au sud-ouest par le No 206 et au sud-est par les lots Nos 210-449, 210-448, 210-447, 210-446, 210-445, (rue), 210-444, 210-443, 210-442, 210-441, 210-384, 210-383, 210-382, 210-381, 210-380 (rue), 210-379, 210-378, 210-377, 210-376, 210-319, 210-318, 210-317 et 210-316, et au nord-est par le lot No 210-479 (rue) mesurant 50 pieds de largeur par une profondeur de 550 pieds, et contenant une superficie de 27,500 pieds, mesure anglaise.

20. Le lot No 380 (étant une rue), bornée au nord-ouest par le lot No 210-315 (rue) et au sud-ouest par les lots Nos 210-381, 210-385 à 210-409 et sud-est par le lot No 210-478 (rue) et au nord-est par les lots Nos 210-351 à 210-375 et 210-379, mesurant 50 pieds de largeur par 800 pieds de profondeur, et contenant une superficie de 40,000 pieds, mesure anglaise.

21. Le lot No 445 (étant une rue), bornée au nord-ouest par le lot No 210-315 (rue) et au sud-ouest par les lots Nos 210-446, 210-450 à 210-474, et au sud-est par le lot No 210-478 (rue) et au nord-est par les Nos 210-416 à 210-440, 210-444, mesurant 50 pieds de largeur par 800 pieds en profondeur et contenant une superficie de 40,000 pieds, mesure anglaise.

22. Le lot No 478 (étant une rue), bornée au nord-ouest par les lots Nos 210-344 à 210-351, 210-380 (rue), 210-409 à 210-416, 210-445 (rue), 210-474 à 210-477, et au sud-ouest par le No 206, et au sud-est par les lots Nos 210-613, 210-612, 210-611, 210-610, 210-609 (rue), 210-608, 210-607, 210-606, 210-605, 210-548, 210-547, 210-546, 210-545, 210-544 (rue), 210-543, 210-542, 210-541, 210-540, 210-483, 210-482, 210-481, 210-480, et au nord-est par le lot No 210-479 (rue), mesurant 50 pieds de largeur par une profondeur de 550 pieds, et contenant une superficie de 27,500 pieds, mesure anglaise.

23. Le lot No 479 (étant une rue), bornée au nord-ouest par le lot No 209 et au sud-ouest par les lots Nos 210-121 à 210-147, 210-151, 210-152 (rue), 210-153, 210-157 à 210-181, 210-315 (rue), 210-316, 210-320 à 210-344, 210-478 (rue), 210-480, 210-484 à 210-508 et au sud-est par le che-

(street) 210-31 to 210-34, 210-86 to 210-90 (street) 210-91 to 210-94, 210-148 to 210-151, and on the southwest by lot No. 206 and on the southeast by lots Nos. 210-286, 210-285, 210-284, 210-283, 210-282 (street), 210-281, 210-280, 210-279, 210-278, 210-221, 210-220, 210-219, 210-218, 210-217 (street), 210-216, 210-215, 210-214, 210-213, 210-156, 210-155, 210-154, 210-153, and on the northeast by No. 210-479 (street), measuring 50 feet in width by a depth of 550 feet and containing an area of 27,500 feet, English measure.

17. The lot No. 217, (being a street), bounded on the northwest by lot No. 210-152 (street), and on the southwest by Nos. 210-218, 210-222 to 210-246 and on the southeast by lot No. 210-315 (street), and on the northeast by Nos. 210-188 to 210-212 and 210-216, measuring 50 feet in width by a depth of 800 feet and containing an area of 40,000 feet, English measure.

18. The lot No. 282 (being a street), bounded on the northwest by lot No. 210-152 (street), and on the southwest by lots Nos. 210-283, 210-287 to 210-311 and on the southeast by lot No. 210-315 (street), and on the northeast by lots Nos. 210-253 to 210-277 and 210-281, measuring fifty feet in width by a depth of 800 feet and containing an area of 40,000 feet, English measure.

19. The lot No. 315 (being a street), bounded on the northwest by lots Nos. 210-181 to 210-188, 210-217 (street), 210-246 to 210-253, 210-282 (street), 210-311 to 210-314 and on the southwest by No. 206 and on the southeast by lots Nos. 210-449, 210-448, 210-447, 210-446, 210-445, (street), 210-444, 210-443, 210-442, 210-441, 210-384, 210-383, 210-382, 210-381, 210-380, (street), 210-379, 210-378, 210-377, 210-376, 210-319, 210-318, 210-317 and 210-316 and on the northeast by lot No. 210-479 (street), measuring 50 feet in width by a depth of 550 feet and containing an area of 27,500 feet, English measure.

20. The lot No. 380 (being a street), bounded on the northwest by lot 210-315 (street) and on the southwest by lots Nos. 210-381, 210-385 to 210-409 and on the southeast by lot No. 210-478 (street), and on the northeast by lots Nos. 210-351 to 210-375 and 210-379, measuring 50 feet in width by 800 feet in depth and containing an area of 40,000 feet, English measure.

21. The lot No. 445 (being a street), bounded on the northwest by lot 210-315 (street) and on the southwest by lots Nos. 210-446, 210-450 to 210-474 and on the southeast by lot No. 210-478 (street) and on the northeast by Nos. 210-416 to 210-440, 210-444, measuring 50 feet in width by 800 feet in depth and containing an area of 40,000 feet, English measure.

22. The lot No. 478 (being a street), bounded on the northwest by lots Nos. 210-344 to 210-351, 210-380 (street), 210-409 to 210-416, 210-445 (street), 210-474 to 210-477 and on the southwest by No. 206 and on the southeast by lots Nos. 210-613, 210-612, 210-611, 210-610, 210-609, (street) 210-608, 210-607, 210-606, 210-605, 210-548, 210-547, 210-546, 210-545, 210-544 (street), 210-543, 210-542, 210-541, 210-540, 210-483, 210-482, 210-481, 210-480 and on the northeast by lot No. 210-479 (street), measuring 50 feet in width by a depth of 550 feet and containing an area of 27,500 feet, English measure.

23. The lot No. 479 (being a street), bounded on the northwest by lot No. 209 and on the southwest by lots Nos. 210-121 to 210-147, 210-151, 210-152 (street), 210-153, 210-157 to 210-181, 210-315 (street), 210-316, 210-320 to 210-344, 210-478 (street), 210-480, 210-484 to

min Public, et au nord-est par le lot No 210, mesurant 3328 pieds et deux dixièmes dans la ligne sud-ouest, et contenant une superficie de 73,220 pieds environ, mesure anglaise.

24. Le lot No 544 (étant une rue), bornée au nord-ouest par le lot No 210-478 (rue) et au sud-ouest par les lots Nos 210-545, 210-549 à 210-573, et au sud-est par le chemin public et au nord-est, par les lots Nos 210-515 à 210-539 et 210-543, mesurant 50 pieds de largeur par une profondeur de 800 pieds, et contenant une superficie de 40,000 pieds, mesure anglaise.

25. Le lot No 609 (étant une rue), bornée au nord-ouest par le lot No 210-478 (rue) et au sud-ouest par les lots Nos 210-610, 210-614 à 210-638 et au sud-est par le chemin public, et au nord-est par les lots Nos 210-580 à 210-604 et 210-608, mesurant 50 pieds de largeur par une profondeur de 800 pieds, et contenant une superficie de 40,000 pieds, mesure anglaise.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 18 janvier 1928.  
[Première publication, le 21 janvier 1928]

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

345-3-2

210-508 and on the southeast by the public road, and on the northeast by lot No. 210, measuring 3328 feet and two tenths of a foot in the southwest line and containing an area of about 73,220 feet, English measure.

24. The lot No. 544 (being a street), bounded on the northwest by lot No. 210-478 (street) and on the southwest by lots Nos. 210-545, 210-549 to 210-573 and on the southeast by the public road and on the northeast by lots Nos. 210-515 to 210-539 and 210-543, measuring 50 feet in width by a depth of 800 feet and containing an area of 40,000 feet, English measure.

25. The lot No. 609 (being a street), bounded on the northwest by lot No. 210-478 (street) and on the southwest by lots Nos. 210-610, 210-614 to 210-638 and on the southeast by the public road and on the northeast by lots Nos. 210-580 to 210-604 and 210-608, measuring 50 feet in width by a depth of 800 feet and containing a superficies of 40,000 feet, English measure.

To be sold at my office in the city of Montreal, the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, January 18, 1928.  
[First publication, January 21, 1928]

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

346-3-2

## NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Province de Québec, District de Nicolet. } BERTHE DENIS ET GERMAINE DENIS No 584. } filles majeures, des ville et district de Nicolet, demandereses; vs DAME DIANA O'SHAUGHNESSEY, épouse séparée de biens de J.-W. Denis, notaire, tous deux des ville et district de Nicolet, défenderesse.

Les lots numéros trois et quatre de la subdivision du lot numéro trois cent soixante-deux du cadastre officiel pour la ville de Nicolet, situés en la ville de Nicolet—avec les bâtisses dessus, à la charge d'une rente foncière de huit piastres affectant le lot No 362-4 seulement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la ville de Nicolet, le VINGT ET UNIEME jour de FEVRIER prochain (1928), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Nicolet, le 14 janvier 1928.  
[Première publication, 21 janvier 1928]

Le shérif,

J.-H. ROUSSEAU.

259-3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Province of Quebec, District of Nicolet. } BERTHE DENIS AND GERMAINE DENIS, No. 584. } spinsters, of the town and district of Nicolet, Plaintiffs; vs DAME DIANA O'SHAUGHNESSEY, wife separate as to property of J. W. Denis, notary, both of the town and district of Nicolet, Defendant.

The lots numbers three and four of the subdivision of lot number three hundred and sixty two on the official cadastre for the town of Nicolet, situate in the town of Nicolet—with the buildings thereon erected, subject to a ground rent of eight dollars affecting lot No. 362-4 only.

To be sold at the door of the church of the town of Nicolet, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Nicolet, January 14, 1928.  
[First publication, January 21, 1928]

J. H. ROUSSEAU,

Sheriff.

260-3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Province de Québec, District de Nicolet. } LEOPOLD-HENRI HAMMEL, rentier, des No 585. } ville et district de Nicolet, demandeur; vs DAME DIANA O'SHAUGHNESSEY, épouse séparée de biens de J.-W. Denis, notaire, tous deux des ville et district de Nicolet, défenderesse.

1. Un terrain situé en la ville de Nicolet, mesurant environ trente pieds de front sur environ cent pieds de profondeur; borné en front par la rue Notre-Dame, en arrière par Dame Célestin Boissonneault, du côté nord par Arthur Beauchemin et du côté sud par la rue Bellerose — avec une maison et autres bâtisses dessus construites, à la charge d'une rente foncière et annuelle de six piastres et demie. Ce terrain fait partie du lot numéro deux cent quatorze (214), au cadastre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Province of Quebec, District of Nicolet. } LEOPOLD HENRI HAMMEL, annuitant, No. 585. } of the town and district of Nicolet, Plaintiff; vs DAME DIANA O'SHAUGHNESSEY, wife separate as to property of J. W. Denis, notary, both of the town and district of Nicolet, Defendant.

1. A lot of land situate in the town of Nicolet, measuring about thirty feet in front by about one hundred feet in depth; bounded in front by Notre Dame Street, in the rear by Dame Célestin Boissonneault, on the north side by Arthur Beauchemin and on the south side by Bellerose Street—with a house and other buildings thereon erected, subject to an annual ground rent of six dollars and a half. The said land forms part of lot number two hundred and fourteen (214), on the

officiel du comté de Nicolet pour la ville de Nicolet; et il est sujet à une servitude de passage à pied et en voiture en tous temps à travers le dit lot, mais en arrière de la maison qui existe actuellement, pour communiquer librement de la rue Bellerose au reste du dit lot No 214 et au lot No 215, en faveur desquels cette servitude est établie par acte enregistré sous numéro 16479.

2. Un terrain situé en la ville de Nicolet, connu sous le numéro trois de la subdivision du lot No 332 (332-3) du cadastre officiel pour la ville de Nicolet.

3. Un terrain situé en la ville de Nicolet, d'environ cinquante pieds de largeur par environ quatre-vingt-neuf pieds de profondeur; borné en front au nord-est par la rue Saint-Philippe, au sud-ouest par Albert Leclerc, au nord par les lots Nos 332-2 et 332-3, et au sud par A.-O. Simoneau. Ce terrain est connu et désigné au cadastre officiel renouvelé de la ville de Nicolet comme comprenant tout le lot numéro deux et la partie nord-est du lot numéro un de la subdivision du lot No 333 (333-2 et p. N.-E. 1)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la ville de Nicolet, le VINGT ET UNIEME jour de FEVRIER prochain 1928, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.  
Nicolet, le 14 janvier 1928. 261—3-2  
[Première publication, 21 janvier 1928]

official cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet, and is subject to a right of way on foot and in vehicle at any time across the said lot, but in the rear of the house which actually subsists, to communicate freely from Bellerose Street with the residue of said lot No. 214 and with lot No. 215, in favour of which the said right of way has been established by registered deed under number 16479.

2. A lot of land situate in the town of Nicolet, known under number three of the subdivision of lot No. 332 (332-3), on the official cadastre for the town of Nicolet.

3. A lot of land situate in the town of Nicolet, of about fifty feet in width by about eighty nine feet in depth; bounded in front on the northeast by Saint Philippe Street, on the southwest by Albert Leclerc, on the north by lots Nos. 332-2 and 332-3, and on the south by A. O. Simoneau. The said land is known and designated on the renewed official cadastre of the town of Nicolet as comprising all the lot number two and the northeast part of lot number one of the subdivision of lot No. 333 (333-2 and N. E. Pt. 1)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the town of Nicolet, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU,

Sheriff's office, Sheriff.  
Nicolet, January 14, 1928. 262—3-2  
[First publication, January 21, 1928]

## QUÉBEC

### FIERI FACIAS.

*Cour du Recorder.*

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC,  
No 2298. } contre DAME JOSEPHINE LECLERC, épouse séparée de biens de Joseph Bouchard, tous deux de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, et le dit JOSEPH BOUCHARD, mis-en-cause pour autoriser sa dite épouse, à savoir:

La moitié sud-est du lot No 932 (neuf cent trente-deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Bayard, la dite moitié mesurant trente pieds sur la rue Bayard, avec une profondeur de trente-huit pieds et demi, mesure française; bornée à l'ouest par la rue Bayard, au nord par l'autre moitié du dit lot No 932, à l'est par le No 928, et au sud par le lot No 931—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A la charge d'une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 septembre de chaque année à Edouard Picher et à la succession R.-P. Boisseau.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.  
Québec, 8 février 1928. 597—6-2  
[Première publication, le 11 février 1928]  
[Deuxième publication, le 25 février 1928]

### FIERI FACIAS.

*Cour du Recorder.*

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;  
No 1374. } contre JOSEPH-BERNARD PETERS et ALBERT-H. PETERS, tous

## QUEBEC

### FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;  
No. 2298. } against DAME JOSEPHINE LECLERC, wife separate as to property of Joseph Bouchard, both of our city of Quebec, in our district of Quebec, and the said JOSEPH BOUCHARD, *mis-en-cause*, to authorize his said wife, to wit:

The southeast half of lot No. 932 (nine hundred and thirty two), on the official cadastre for Saint Sauveur ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Bayard Street, the said half measuring thirty feet on Bayard Street, with a depth of thirty eight feet and a half, French measure; bounded on the west by Bayard Street, on the north by the other half of the said lot No. 932, on the east by No. 928, and on the south by lot No. 931—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual rent of \$6.00 payable on the 29th of September of every year to Edouard Picher and to the estate R. P. Boisseau.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Quebec, February 8, 1928. 598—6-2  
[First publication, February 11, 1928]  
[Second publication, February 25, 1928]

### FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;  
No. 1374. } against JOSEPH BERNARD PETERS and ALBERT H. PETERS,

deux de la cité de Québec, district de Québec, et CLARA-ELIZABETH PETERS, veuve d'Henri-P. Jeffrey, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et CHARLOTTE PETERS, épouse séparée de biens de Martial Chevalier, et ledit MARTIAL CHEVALIER, mis en cause pour autoriser sa dite épouse, et ADELAIDE PETERS épouse de John-H. Russell, et le dit JOHN-H. RUSSELL, tant personnellement que pour autoriser son épouse, tous de lieux inconnus, conjointement et solidairement, à savoir:

1. Le lot No 733 (sept cent trente-trois) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Grant et de la Reine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 802 (huit cent deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Grant, mesurant 17 pieds de front sur 67 pieds de profondeur; bornée à l'est par la rue Grant, au sud et à l'ouest par l'autre partie du dit lot No 802, et au nord par le lot No 733—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le tout, formant un immeuble portant les Nos civiques 59 et 61 de la rue Grant et 145, 149 et 151 de la rue de la Reine, pour être vendus en bloc.

Pour être vendus en bloc à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.  
Québec, 8 février 1928.

[Première publication, 11 février 1928]

[Deuxième publication, 25 février 1928]

599—6-2

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;  
No 2550. } contre LOUIS ROOD,  
de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

Le lot No 939 (neuf cent trente-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Napoléon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, ce SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.  
Québec, 8 février 1928. 601—6-2

[Première publication, le 11 février 1928]

[Deuxième publication, le 25 février 1928]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } EMMANUEL BERGE-  
No 6597. } RON, cultivateur, de  
Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, contre  
DAME ARLINE LAFLEUR, épouse séparée  
de biens de Barthélemi Desruisseaux, pour auto-  
riser son épouse, tous deux de la cité de Québec,  
district de Québec, à savoir:

Partie du lot No 140 (cent quarante) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, étant un emplacement situé en la dite paroisse, contenant 55 pieds de front sur 90 pieds de profondeur; bornée au nord et au nord-est par Dame Antoinette Garneau, au sud-ouest par Dame Cédulie Lambert et au sud

both of our city of Quebec, in our district of Quebec, and CLARA ELIZABETH PETERS, widow of Henry P. Jeffrey, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and CHARLOTTE PETERS, wife separated as to property from Martial Chevalier, and the said MARTIAL CHEVALIER, *mis-en-cause* to authorize his said wife, and ADELAIDE PETERS, wife of John H. Russell, and the said JOHN H. RUSSELL, as well personally as to authorize his wife, all of part unknown, jointly and severally, to wit:

1. The lot No. 733 (seven hundred and thirty three), on the official cadastre for Saint Roch Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at the corner of Grant and de la Reine Streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 802 (eight hundred and two) on the official cadastre for Saint Roch Ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Grant Street, measuring 17 feet in front by 67 feet in depth; bounded on the east by Grant Street, on the south and west by the other part of said lot No. 802, and on the north by lot No. 733—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The whole forming an immoveable bearing civic Nos. 59 and 61 of Grant Street and 145, 149 and 151 on de la Reine Street, to be sold in block.

To be sold in block, at my office, in the city of Quebec, the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, February 8, 1928.

[Première publication, 11 février 1928]

[Deuxième publication, 25 février 1928]

600—6-2

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;  
No. 2550. } against LOUIS ROOD,  
of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Lot No. 939 (nine hundred and thirty nine) on the official cadastre for Saint Sauveur Ward of the city of Quebec, being a lot of land situate on Napoleon Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN  
Sheriff's office, Sheriff.  
Québec, February 8, 1928. 602—6-2

[First publication, February 11, 1928]

[Second publication, February 25, 1928]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } EMMANUEL BERGERON,  
No. 6597. } farmer, of Saint Apollinaire, county of Lotbinière; against DAME ARLINE LAFLEUR, wife separate as to property of Barthélemi Desruisseaux, to authorize his wife, both of the city of Quebec, district of Quebec, to wit:

Part of lot No. 140 (one hundred and forty) of the official cadastre for the parish of Saint Apollinaire, county of Lotbinière, being an emplacement situate in the said parish, containing 55 feet in front by 90 feet in depth; bounded on the north and northeast by Dame Antoinette Garneau, on the southwest by Dame Cédulie Lambert, and on

au chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, le DEUXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.  
Québec, 25 janvier 1928.  
[Première publication, le 28 janvier 1928].  
[Deuxième publication, le 11 février 1928]  
465—4-2

the south by the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Apollinaire, county of Lotbinière, the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Quebec, January 25, 1928.  
[First publication, January 28, 1928]  
[Second publication, February 11, 1928]  
466—4-2

## RICHELIEU

### FIERI FACIAS *Cour Supérieure.*

Province de Québec, } REGIS HOULE, ren-  
District de Richelieu, } tier, de la paroisse  
No 7873 } de Saint-Cuthbert, dis-  
trict de Joliette, demandeur; contre OSCAR  
LAMBERT, ci-devant de la paroisse de Saint-  
Cuthbert, district de Joliette, et maintenant de la  
ville de Woonsockett, Etat du Rhode Island,  
l'un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur, sa-  
voir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Cuthbert, dans la concession du Nord, contenant soixante-sept pieds de largeur sur trente-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Cuthbert comme étant la moitié ouest du lot No soixante-dix (ptie No 70); bornée à un bout a la rivière Chicot, à l'autre bout au terrain de Lucien Laferrière, d'un côté au No 69 appartenant à Romulus Comartin, et d'autre côté au reste du terrain appartenant à Eugène Houle—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cuthbert, le TREIZIÈME jour du mois de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,  
MICHEL SAINT-GERMAIN.  
Sorel, 8 février 1928. 617—6-2  
[Première publication, 11 février, 1928]

### FIERI FACIAS *Cour Supérieure.*

Province de Québec, } EDOUARD HE-  
District de Richelieu, } NAULT, cultiva-  
No 7869 } teur, de la paroisse de  
Saint-Cuthbert, district de Joliette, demandeur; contre ROMULUS COMARTIN, de la paroisse de Saint-Viateur, dit district de Joliette, défendeur, savoir:

1. La juste moitié indivise de certains lots de terre faisant partie de ceux connus et désignés au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cuthbert sous les Nos cinq cent quatre-vingt-huit, cinq cent quatre-vingt-neuf, cinq cent quatre-vingt-dix et cinq cent quatre-vingt-onze (588, 589, 590 & 591); bornés en front par le chemin du Roi, en profondeur à la rivière Chicot, d'un côté à Hyacinthe Grégoire, et autre côté à Cuthbert Grégoire—avec maison d'habitation et autres dépendances dessus construites, appartenant à la communauté de biens ayant existé entre le défendeur et feu son épouse, Dame Germaine Destrempe;

2. Un autre terrain situé en la paroisse de

## RICHELIEU

### FIERI FACIAS *Superior Court.*

Province of Quebec, } REGIS HOULE, an-  
District of Richelieu, } nuitant, of the par-  
No. 7873 } ish of Saint Cuthbert,  
district of Joliette, plaintiff; against OSCAR  
LAMBERT, heretofore of the parish of Saint  
Cuthbert, district of Joliette, and now of the  
city of Woonsockett, State of Rhode Island, one  
of the United States of America, defendant, to  
wit:

A farm situate in the parish of Saint Cuthbert, in the north concession, measuring sixty seven feet in width by thirty five arpents in depth, the whole more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Cuthbert as being the west half of lot number seventy (Pt. 70); bounded at one end by the Chicot river, at the other end by the land of Lucien Laferrière, on one side by No. 69, belonging to Romulus Comartin, and on the other side by the residue of the land belonging to Eugène Houle—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Cuthbert, on the THIRTEENTH day of the month of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,  
Sorel, February 8, 1928. 618—6-2  
[First publication, 11 February, 1928]

### FIERI FACIAS *Superior Court.*

Province of Quebec, } EDOUARD HE-  
District of Richelieu, } NAULT, farmer,  
No. 7869 } of the parish of Saint  
Cuthbert, district of Joliette, plaintiff; against  
ROMULUS COMARTIN, of the parish of  
Saint Viateur, said district of Joliette, defendant,  
to wit:

1. The exact undivided half of certain lots of land forming part of those known and designated on the official cadastre for the parish of Saint Cuthbert under numbers five hundred and eighty eight, five hundred and eighty nine, five hundred and ninety and five hundred and ninety one (588, 589, 590 & 591); bounded in front by the King's highway, on the depth by the Chicot river, on one side by Hyacinthe Grégoire and on the other side by Cuthbert Grégoire—with dwelling house and other dependencies thereon erected, belonging to the community of property having existed between the defendant and his late wife, Dame Germaine Destrempe;

2. Another lot of land situate in the parish of

Saint-Cuthbert, concession du Nord, connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cuthbert sous le numéro soixante-neuf (69); borné comme suit, savoir: au nord par le No 186, au sud par la rivière Chicot, à l'est par le No 70, et à l'ouest par le No 68, avec une superficie de 27 arpents environ.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cuthbert, le VINGT-UNIÈME jour du mois de FEVRIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,  
Sorel, le 18 janvier 1928. 347-3-2  
[Première publication, 21 janvier, 1928]

**FIERI FACIAS**  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } JOSEPH-THEOPHILE  
District de Richelieu, } ROBIDOUX, culti-  
No 7677. } vateur, de la paroisse  
de Saint-Michel-d'Yamaska, et MAURICE  
ROBIDOUX, conducteur de tramway, des cité  
et district de Montréal, demandeurs; contre  
ARTHUR CARTIER, commerçant, et MELINA  
ROBIDOUX, épouse du dit Arthur Cartier,  
tous deux des Cité et District de Trois-Rivières,  
défendeurs, et ROBERT FAGNAN, notaire, de  
la Cité de Sorel, district de Richelieu, mis-en-  
cause, savoir:

1. Une portion de terre située en le village de Saint-Michel-d'Yamaska, côté est, tenant d'un bout à un chemin, de l'autre bout à M. Denis Courchesne ou représentants, d'un côté à M. Ernest Lavault et de l'autre côté à M. Domino Mondou ou représentants, de la contenance de soixante pieds de largeur sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec maison et autres bâties dessus construites, connue et désignée comme étant partie du lot numéro cent seize (P'tie 116) du cadastre officiel du village de Saint-Michel-d'Yamaska;

2. Une certaine île située en la paroisse de Saint-François-du-Lac, dans la concession des Îlets Percés, connue sous le nom de Cul de Sac, portant le numéro cinquante-huit de la seigneurie de Saint-François-du-Lac, et dans le lot numéro onze cent vingt et un du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-du-Lac, avec la grange y érigée.

Pour être vendus: La portion de terre en premier désignée à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel-d'Yamaska, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de FEVRIER prochain (1928), à DIX heures de l'avant-midi, et l'île en second lieu désignée, le même jour, à la porte de l'église paroissiale de Saint-François-du-Lac, DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,  
Sorel, le 18 janvier, 1928. 349-3-2  
[Première publication, 21 janvier, 1928]

**ROBERVAL**

**FIERI FACIAS**  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } JOSEPH VILLENEU-  
District de Roberval, } VE "Claude" culti-  
No 5750. } vateur, de Sainte-  
Croix, demandeur; vs ADELARD DESBIENS,  
aussi de Sainte-Croix, défendeur. A savoir:

Saint Cuthbert, "du nord" concession, known on the official cadastre for the parish of Saint Cuthbert under number sixty nine (69); bounded as follows, namely: on the north by No. 186, on the south by the Chicot river, on the east by No. 70 and on the west by No. 68, with about 27 arpents in area.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Cuthbert, on the TWENTY FIRST day of the month of FEBRUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, January 18, 1928. 348-3-2  
[First publication, 21st of January, 1928]

**FIERI FACIAS**  
*Superior Court.*

Province of Québec, } JOSEPH THEOPHI-  
District of Richelieu, } LE ROBIDOUX,  
No. 7677. } farmer, of the parish  
of Saint Michel d'Yamaska, and MAURICE  
ROBIDOUX, tramway conductor, of the city  
and district of Montreal, plaintiffs; against  
ARTHUR CARTIER, trader, and MELINA  
ROBIDOUX, wife of the said Arthur Cartier,  
both of the city and district of Trois Rivières,  
defendants; and ROBERT FAGNAN, notary,  
of the city of Sorel, district of Richelieu, *mis-en-  
cause*, to wit:

1. A portion of land situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, east side; bounded at one end by the road, at the other end by Mr. Denis Courchesne or representatives, on one side by Mr. Ernest Lavault and on the other side by Mr. Domino Mondou or representatives, measuring sixty feet in width by one hundred and twenty five feet in depth, the whole more or less—with a house and other buildings thereon erected, known and designated as being part of lot number one hundred and sixteen (Pt. 116) on the official cadastre for the village of Saint Michel d'Yamaska;

2. A certain island situate in the parish of Saint François du Lac, in the concession of Îlets Percés, known under the name of Cul de Sac, bearing number fifty eight of the seigniorie of Saint François du Lac, and in lot number eleven hundred and twenty one of the official cadastre for the parish of Saint François du Lac—with the barn thereon erected.

To be sold: the portion of land firstly designated at the door of the parochial church of Saint Michel d'Yamaska, on the TWENTY FOURTH day of the month of FEBRUARY next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon, and the island secondly designated, on the same day, at the door of the parochial church of Saint François du Lac, at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,  
Shriff's Office, Sheriff.  
Sorel, January 18, 1928. 350-3-2  
[First publication, 21st January, 1928]

**ROBERVAL**

**FIERI FACIAS**  
*Superior Court.*

Province of Québec, } JOSEPH VILLENEU-  
District of Roberval, } VE, "Claude", farm-  
No. 5750. } er, of Sainte Croix,  
plaintiff; vs ADELARD DESBIENS, also of  
Sainte Croix, defendant, to wit:

Une terre située en la paroisse de Sainte-Croix, étant et comprenant le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente-B (No 30-b), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Caron, de la contenance de soixante-douze acres en superficie avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix, MARDI, le VINGT-UNIÈME jour de FEVRIER prochain, (1928) à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.  
Sherbrooke, le 18 janvier 1928. 351-3-2  
[Première publication, le 21 janvier 1928]

A farm situate in the parish of Sainte Croix, being and comprising the lot of land now known and designated under the number thirty-b (No 30-b), on the official cadastral plan and book of reference for the fourth range of the township Caron, containing seventy two acres in area—with together the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Croix, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, 1928, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, January 18, 1928. 352-3-2  
[First publication, 21st of January, 1928]

---



---

## SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

No 504. } ELIE DESAULNIERS, ren-  
} tier, de la ville de Windsor,

dans le district de Saint-François, demandeur; contre NAPOLEON ASHBY, ci-devant du canton d'Eaton, district de Saint-François, et maintenant de Sanford, dans l'Etat du Maine, un des Etats-Unis d'Amérique, et GEORGES VALLEE, dudit canton d'Eaton, dit district, défendeurs, et JOSEPH SOUCY, dudit canton d'Eaton, dit district, *mis-en-cause*.

Saisis comme appartenant auxdits défendeurs:

Ces certains morceaux et lots de terre sis et situés au canton d'Eaton, connus sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels pour le dit canton, comme étant le lot numéro neuf-A (9-A) contenant cent acres, et le lot numéro onze-A (11-A) contenant quatre-vingt-dix-sept acres en superficie, plus ou moins, dans le onzième (11e) rang dudit canton, et les dits lots étaient connus d'après la subdivision primitive du dit canton, comme étant la moitié sud du lot numéro neuf, et la moitié sud du lot numéro onze, moins trois acres situés entre le chemin conduisant de Cookshire à Westbury et la ligne est de ce dernier lot; et borné au nord par la jonction de la ligne est du dit lot, avec le chemin conduisant à Westbury—ensemble avec les bâtisses et autres améliorations dessus faites et érigées. Le dit lot neuf-A étant actuellement en la possession du défendeur Vallée, et le lot onze-A en celle du défendeur Ashby.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille-de-Cookshire (Cookshire), dit district, MARDI, le TREIZIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX HEURES ET TRENTE (10.30) heures) de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.  
Sherbrooke, le 7 février 1928.  
[Première publication, 11 février 1928]  
619-6-2

---



---

## SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

No. 504. } ELIE DESAULNIERS an-  
} nunt, of the town of

Windsor, in the district of Saint Francis, plaintiff; against NAPOLEON ASHBY, heretofore of the township of Eaton, district of Saint Francis, and now of Sanford, in the State of Maine, one of the United States of America, and GEORGES VALLEE, of the said township of Eaton, said district, defendants, and JOSEPH SOUCY, of the said township of Eaton, said district, *mis-en-cause*.

Seized as belonging to said defendants:

Those certain parcels and lots of land being and situate in the township of Eaton, known on the official cadastral plan and book of reference for the said township, as being lot number nine-A (9-A) containing one hundred acres, and lot number eleven-A (11-A) containing ninety seven acres in area, more or less, in the eleventh (11) range of the said township, and the said lots being known, according to the original subdivision of the said township as being the south half of lot number nine and the south half of lot number eleven, minus three acres situate between the road leading from Cookshire to Westbury and the eastern line of the latter lot; and bounded on the north by the junction of the eastern line of said lot with the road leading to Westbury—together with the buildings and other improvements thereon made and erected. Said lot nine A being actually owned by the defendant Vallée, and lot eleven-A by the defendant Ashby.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Camille de Cookshire (Cookshire), said district, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of the month of MARCH next, at TEN THIRTY (10.30 o'clock) in the forenoon.

C. E. THERRIEN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, February 7, 1928.  
[First publication, February 11, 1928]  
620-6-2

## TERREBONNE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, }  
 Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. }  
 No 1724. }  
 NAPOLEON FLEU-  
 RANT, demandeur;  
 vs HENRI ST-GER-  
 MAIN, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement à prendre et distraire du lot de terre numéro cent vingt (P. 120) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, contenant soixante pieds de largeur en suivant la ligne du chemin, plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise; tenant devant au chemin public, derrière à la rivière Saint-Antoine, d'un côté à Avila Huot et de l'autre à quatre pieds de la maison de Fabien Bertrand—avec maison et autres bâtisses sus-construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT ET UNIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent vingt-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.  
 Saint-Jérôme, 12 janvier 1928. 263-3-2  
 [Première publication, 21 janvier 1928]

## TROIS-RIVIÈRES

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
 Trois-Rivières, à savoir: }  
 No 787. }  
 HONORE AL-  
 LARD, deman-  
 deur; vs EUCLIDE PICHETTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Léon, concession de l'île, contenant environ trois arpents et une perche de large, sur la profondeur qu'il y a depuis la Rivière Chacoura à aller se terminer au bras de cette rivière, joignant au côté nord à Edmond Auger et de l'autre côté au résidu du lot No 289, la dite terre connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Léon, comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-neuf (P. No 289)—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léon, dans le comté de Maskinongé, le VINGT-UNIEME jour de FEVRIER prochain 1928, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.  
 Trois-Rivières, 18 janvier 1928. 353-3-2  
 [Première publication, 21 janvier, 1928]

## Arrêté en Conseil

COPIE DU RAPPORT d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 février 1928, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 février 1928.

## TERREBONNE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada,

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. }  
 No. 1724. }  
 NAPOLEON FLEU-  
 RANT, Plaintiff;  
 vs HENRI ST-GER-  
 MAIN, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

An emplacement to be taken and deducted from the lot of land number one hundred and twenty (Pt. 120), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jérôme, containing seventy feet in width following the line of the road, more or less, without any guarantee as to precise measurement; bounded in front by the public road, in the rear by the river Saint Antoine, on one side by Avila Huot and on the other at four feet from the house of Fabien Bertrand—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the town of Saint Jérôme, said district, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and twenty eight, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.  
 Saint Jerome, January 12, 1928. 264-3-2  
 [First publication, January 21, 1928]

## THREE RIVERS

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, to wit: }  
 No. 787. }  
 HONORE ALLARD,  
 plaintiff; vs EU-  
 CLIDE PICHETTE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Léon, "de l'île" concession, containing about three arpents and one perch in width by the depth there is from the River Chacoura as far as the arm of the said river, adjoining on the north side Edmond Auger and on the other side the residue of lot No. 289, the said farm being known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Leon, as forming part of lot number two hundred and eighty nine (P. No. 289)—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Léon, in the county of Maskinongé, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Trois Rivières, January 18, 1928. 354-3-2  
 [First publication, 21st of January, 1928]

## Order in Council

COPY OF REPORT of a Committee of the Honourable Executive Council under date of February the 6th, 1928, approved by the Lieutenant-Governor on February the 7th., 1928.

## Concernant certains claims miniers.

L'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 6 février, (1928), recommande:

Que, conformément à l'article 181 du chapitre 80 des Statuts de Québec, 1925, modifié par la loi 16 George V, chapitre 27, section 21, les lots suivants soient réservés à la Couronne et soustraits au piquetage de claims miniers:

*Dans le canton Montbeillard.*

Les lots projetés A, B, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du rang IX; la demie Nord des lots projetés A, B, 1, 2, 3, 4, 5, la partie Ouest du lot 10 et tout le lot 11 du rang VIII.

*Dans le canton Desandrouins.*

Les lots 10 et 11 du rang VI, et 10 et 11 du rang VII.

*Dans le canton Guérin.*

Les lots 5 et 6 du rang VI.

*Dans le canton Rémigny.*

La demie Sud des lots 10, 11 et 12 du rang IX; la demie Nord des lots 8, 9, 10, 11 et 12, et les lots 13, 14, 15, 16 et 17 du rang X.

Certifié,  
Le Greffier Conseil Exécutif,  
605 A. MORISSET.

## Concerning certain mining claims.

The Honourable the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, in a report under date of February 7th, 1928, recommends that:

In accordance with the article 181 of Chapter 80 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, as amended by the Act 16 George V, Chapter 27, section 21, the following lots be reserved to the Crown and withdrawn from staking out as mining claims:

*In the Township of Montbeillard.*

The projected lots A, B, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of range IX; half North of projected lots A, B, 1, 2, 3, 4, 5, West Part of lot 10 and the whole lot 11, range VIII.

*In the Township of Desandrouins.*

Lots 10 and 11, range VI, and 10 and 11, range VII.

*In the Township of Guérin,*

Lots 5 and 6, range VI.

*In the Township of Rémigny.*

South half of lots 10, 11 and 12, range IX; North half of lots 8, 9, 10, 11 and 12, and lots 13, 14, 15, 16 and 17, range X.

Certified,  
A. MORISSET,  
606 Clerk Executive Council.

**Assurance**

Avis est, par les présentes, donné que la société "North End Hebrew Sick Benefit Association of Montreal" a déposé une requête entre les mains du surintendant des assurances de la province de Québec, par laquelle elle demande de changer le nom de la dite Société en celui de "North End Walkemir Hebrew Sick Benefit Association of Montreal" et que ce changement de nom a été autorisé par le lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel No 1993 en date du 11 novembre 1927.

Donné conformément aux dispositions de l'article 93 de la loi des Assurances de Québec, en la cité de Montréal, ce dix-huitième jour de janvier 1928.

Le procureur de la Société  
"North End Walkemir Hebrew Sick Benefit  
Association of Montreal",  
613-6-2 LYON-W. JACOBS.

**Insurance**

Notice is hereby given that the "North End Hebrew Sick Benefit Association of Montreal" has filed a petition to the General Inspector of Insurance of the Province, applying for the change of name of the said association into that of "North End Walkemir Hebrew Sick Benefit Association of Montreal" and that the said change of name has been authorized by the Lieutenant Governor by order 1993, on the 11th day of November 1927.

Given pursuant to the provisions of article 93 of the Quebec Insurance Act, in the City of Montreal, this 18th day of January, 1928.

LYON W. JACOBS,  
Attorney for Association.  
North End Walkemir Hebrew Sick Benefit  
614-6-2 Association of Montreal.

**Index de la Gazette Officielle  
de Québec, No 6****ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—**

Dame Allard vs Patenaude.....	539
" Belair vs Rafferty.....	539
" Bérubé vs Packwood.....	539
" Biron vs Poirier.....	540
" Bissonnette vs Robitaille.....	538
" Bourassa vs Delorme.....	539

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 6****ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—**

Dame Allard vs Patenaude.....	539
" Belair vs Rafferty.....	539
" Bérubé vs Packwood.....	539
" Biron vs Poirier.....	540
" Bissonnette vs Robitaille.....	538
" Bourassa vs Delorme.....	539

Dame Dubrofsky vs Wolfe.....	538	Dame Dubrofsky vs Wolfe.....	538
“ Lasanté vs Milotte.....	540	“ Lasanté vs Milotte.....	540
“ Monette vs Bouvier.....	539	“ Monette vs Bouvier.....	539
“ Novak vs Hochmitz.....	540	“ Novak vs Hochmitz.....	540
“ Sauvé vs Lalonde.....	538	“ Sauvé vs Lalonde.....	538
“ Wall vs Rudie.....	539	“ Wall vs Rudie.....	539
<b>ANNONCEURS:—Avis aux.....</b>	<b>521</b>	<b>ADVERTI-ERS:—Notice to.....</b>	<b>521</b>
<b>ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—</b>		<b>ORDER-IN-COUNCIL:—</b>	
Concernant certains claims miniers.....	560	Concerning certain mining claims.....	560
<b>ASSURANCES:—</b>		<b>INSURANCES:—</b>	
North End Walkemir Hebrew Sick Bene- fit Ass. of Montreal.....	561	North End Walkemir Hebrew Sick Bene- fit Ass. of Montreal.....	561
<b>AVIS DIVERS:—</b>		<b>MISCELLANEOUS NOTICES:—</b>	
Colin McArthur & Co.....	540	Colin McArthur & Co.....	540
Donnacona Paper Co., Ltd.....	540	Donnacona Paper Co., Ltd.....	540
Gatineau Power Company.....	541	Gatineau Power Company.....	541
Rivière de La Sarre.....	541	Rivière de La Sarre.....	541
<b>BUREAU-CHEF:—</b>		<b>CHIEF-OFFICE:—</b>	
Bellehumeur Mining Co., Ltd.....	542	Bellehumeur Mining Co., Ltd.....	542
Clad Company, Limited.....	542	Clad Company, Limited.....	542
Laboratories Desautels, Ltée.....	542	Laboratories Desautels, Ltée.....	542
Plaza Service Corporation.....	542	Plaza Service Corporation.....	542
<b>COMPAGNIE DISSOUTE:—</b>		<b>COMPANY DISSOLVED:—</b>	
Eaves & Bessette, Limited.....	543	Eaves & Bessette, Limited.....	543
<b>DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—</b>		<b>APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—</b>	
Amendant ch. 45, 15 George V.....	536	Amending ch. 45, 15 George V.....	536
Amendement charte cité de Montréal... ..	535	Amendment charter city of Montreal... ..	535
Chemin-de-la-Côte-des-Neiges.....	535	Côte-des-Neiges Road.....	535
Chiropractic Association of the Province of Quebec.....	535	Chiropractic Association of the Province of Quebec.....	535
Cité de Montréal.....	538	City of Montreal.....	538
Commissaires d'écoles de Grand'Mère... ..	534	School Commissioners of Grand'Mère... ..	534
Fortin, J.-L. <i>et al.</i> .....	536	Fortin, J.-L. <i>et al.</i> .....	536
Hebrew Loan Syndicate.....	537	Hebrew Loan Syndicate.....	537
Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.....	535	Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.....	535
La Cie de Téléphone Bell du Canada.....	535	The Bell Telephone Co. of Canada.....	535
Ville de Drummondville.....	537	Town of Drummondville.....	537
<b>DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—</b>		<b>DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—</b>	
Municipalité scolaire d'Ely-Sud.....	538	School municipality of Ely-South.....	538
<b>LETTRES PATENTES:—</b>		<b>LETTERS PATENT:—</b>	
Canadian Loan & Mortgage Co., Ltd... ..	522	Canadian Loan & Mortgage Co., Ltd... ..	522
Clad Company, Limited.....	526	Clad Company, Limited.....	526
Montreal Construction Corporation.....	530	Montreal Construction Corporation.....	530
<b>MINUTES DE NOTAIRE:—</b>		<b>NOTARIAL MINUTES:—</b>	
Dupuis, Joseph-Edouard-Rosaire.....	543	Dupuis, Joseph-Edouard-Rosaire.....	543
<b>VENTES, LOI DE FAILLITE:—</b>		<b>SALES, BANKRUPTCY ACT:—</b>	
Chatel, Rodolphe.....	543	Chatel, Rodolphe.....	543
J.-L. Lacroix & Cie.....	544	J.-L. Lacroix & Cie.....	544
J.-L. Lacroix & Cie.....	545	J.-L. Lacroix & Cie.....	545
J.-L. Lacroix & Cie.....	545	J.-L. Lacroix & Cie.....	545
Laporte, R.-A., <i>et al.</i> .....	546	Laporte, R.-A., <i>et al.</i> .....	546
<b>VENTE PAR LICITATION:—</b>		<b>SALE BY LICITATION:—</b>	
Rowbotham vs Rowbotham, <i>et al.</i> .....	546	Rowbotham vs Rowbotham, <i>et al.</i> .....	546

## VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

## ABITIBI :—

Frigon vs Massicotte..... 547

## ARTHABASKA :—

Trudel vs Bélanger..... 548

## BEAUHARNOIS :—

Commissaires d'écoles de la paroisse de  
Sainte-Cécile vs Leduc..... 548

## JOLIETTE :—

Goyet vs Desrosiers..... 550

## MONTCALM :—

Prevost vs Laframboise..... 549

## MONTRÉAL :—

Côté vs Turcot *et al.*..... 550

Drolet vs Théroux..... 551

Goodfellow vs Lamothe..... 549

Martin *et vir* vs Leffman..... 550Noiseux *et al* vs Staniszeuski *et al.*..... 550Paroisse de Saint-Laurent vs The St.  
Lawrence Land Syndicate, Ltd..... 551

## NICOLET :—

Denis *et al* vs O'Shaughnessey..... 554

Hamel vs O'Shaughnessey..... 554

## QUÉBEC :—

Bergeron vs Lafleur *et vir.*..... 556Cité de Québec vs Leclerc *et vir.*..... 555Cité de Québec vs Peters *et al.*..... 555

Cité de Québec vs Rood..... 556

## RICHELIEU :—

Hénault vs Comartin..... 557

Houle vs Lambert..... 557

Robidoux *et al* vs Cartier *et vir.*..... 558

## ROBERVAL :—

Villeneuve vs Desbiens..... 558

## SAINT-FRANÇOIS :—

Desaulniers vs Ashby *et al.*..... 559

## TERREBONNE :—

Fleurant vs St-Germain..... 560

## TROIS-RIVIÈRES :—

Allard vs Pichette..... 560

## SHERIF'S SALES :—

## ABITIBI :—

Frigon vs Massicotte..... 547

## ARTHABASKA :—

Trudel vs Bélanger..... 548

## BEAUHARNOIS :—

School Commissioner of the parish of  
Sainte Cécile vs Leduc..... 548

## JOLIETTE :—

Goyet vs Desrosiers..... 549

## MONTCALM :—

Prevost vs Laframboise..... 549

## MONTREAL :—

Côté vs Turcot *et al.*..... 550

Drolet vs Théroux..... 551

Goodfellow vs Lamothe..... 549

Martin *et vir* vs Leffman..... 550Noiseux *et al* vs Staniszeuski *et al.*..... 550Parish of Saint Laurent vs The Saint  
Lawrence Land Syndicate, Ltd..... 551

## NICOLET :—

Denis *et al* vs O'Shaughnessey..... 554

Hamel vs O'Shaughnessey..... 554

## QUEBEC :—

Bergeron vs Lafleur *et vir.*..... 556City of Quebec vs Leclerc *et vir.*..... 555City of Quebec vs Peter *et al.*..... 555

City of Quebec vs Rood..... 556

## RICHELIEU :—

Hénault vs Comartin..... 559

Houle vs Lambert..... 557

Robidoux *et al* vs Cartier *et vir.*..... 558

## ROBERVAL :—

Villeneuve vs Desbiens..... 558

## SAINT FRANCIS :—

Desaulniers vs Ashby *et al.*..... 559

## TERREBONNE :—

Fleurant vs St-Germain..... 560

## THREE RIVERS :—

Allard vs Pichette..... 560

